

GAUCHE :  
DES MILITANTS  
QUI OUVERT LE DÉBAT

# tribune socialiste

N° 784 — 4 F  
DU 11 MAI AU 17 MAI 1978  
NOUVELLE ÉDITION  
HEBDOMADAIRE  
DU PARTI  
SOCIALISTE  
UNIFIÉ  
**PSU**

## L'EN GRÉ NAGE ITALIEN



# ALDO MORO ASSASSINÉ

FEDERATION DES HAUTS DE SEINE

**PSU** GALA  
DE  
SOUTIEN  
AVEC  
**GUY BEDOS**



MERCREDI 24 MAI 20h45

à Nanterre

VALEUR DES COMBES  
19h00 - 20h45

RESTAURANT | 19h00-20h45  
BAR | STANDS  
LIBRAIRIE | DEBATS

**PORTRAIT : LA FILLE DE PLEKHANOV**

Il y a quelques jours est morte à Chatenay-Malabry, à l'âge de 97 ans, la fille de Plekhanov, le grand penseur et militant marxiste russe.

Son mari, le Dr Le Savoureux, avait installé à la Vallée-aux-Loups, dans l'ancienne résidence de Château-briand, une maison de santé qui devint pendant l'occupation un haut-lieu de la Résistance. Il donna notamment asile à de nombreux persécutés raciaux ou politiques.

Il était devenu l'adjoint de Jean Longuet lors de la première conquête de la municipalité sur les féodaux en 1925 et je puis attester de sa fidélité exemplaire, car non seulement au conseil municipal, au conseil général mais aux élections législatives, il vota toujours à gauche, notamment pour Jean Longuet, puis pour moi.

A partir du moment où les femmes votèrent après la Libération, Mme Le Savoureux partagea les mêmes options politiques — et presque centenaire quelques jours avant sa mort, elle envoya une procuration demandant un vote résolument à gauche pour le premier tour de scrutin. Je n'en attendais pas moins de cette excellente amie dont je veux saluer avec émotion le souvenir.

Edouard DEPREUX ■

**PARADJANOV EST LIBRE**

J'ai rencontré Souren Paradjanov, fils de Sergueï, à Kiev mardi 11 avril. Je peux donc vous donner les informations suivantes :

— Sergueï Paradjanov est libre depuis le 26 ou le 27 décembre 77 (60<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de la R.S.S d'Ukraine) ;

— il a écrit en prison 10 scénari et dessiné environ 800 dessins ;

— il ne travaille pas actuellement, car il refuse de tourner des films « dans la ligne »...

— son fils poursuit normalement ses études à l'Université.

A propos de sa détention : — pendant quatre ans, Sergueï Paradjanov n'a reçu aucun courrier de l'étranger, mais il était autorisé à correspondre avec ses proches, Souren en particulier ;

— il a été aidé, soutenu par les « droits communs » ;

— peu avant sa libération, les autorités envisageaient un nouveau procès ; selon Souren, elles y auraient renoncé à cause de la pression internationale ;

— dès sa libération, S. Paradjanov a reçu tout son courrier en provenance « des pays socialistes » (bloqué depuis 4 ans), ainsi qu'un télégramme de félicitations d'un « millionnaire américain ».

J.-L.SCHLÖEDER  
Rive-de-Gier ■



**ALAIN FRILET ARRETE A BELFAST**

Alain Fritel, 22 ans, lecteur de Français au Collège polytechnique de Belfast, photographe pigiste et correspondant de Libération, a été arrêté le 27 avril dernier à l'aube. Il est accusé par les autorités britanniques d'appartenance à l'IRA provisoire, de détention de « documents contenant des informations utiles aux terroristes » et de « non collaboration » avec les forces de police.

Au cours de sa garde à vue qui a duré 7 jours, sans l'appui d'un avocat, Alain Fritel a été interrogé sur l'identification de nombreux documents photographiques. La plupart de ces photos ont été diffusées par Libération, l'Agence Sipa-Press ainsi que le journal irlandais Republican news.

La principale charge retenue serait une photographie prise à Londonberry d'une mitrailleuse M.60 d'origine américaine qui équipe actuellement l'IRA.

Quant à l'accusation d'appartenance à cette organisation, il s'agirait surtout d'un artifice juridique pour maintenir Alain en détention.

Professionnel « en carte » ou pigiste sans carte, le problème est le même : celui de pouvoir faire un travail d'informateur librement en Irlande du Nord, aujourd'hui. ■

● **A Bordeaux**, Patrick Destruhaut, militant non-violent et insoumis, avait été condamné par le tribunal militaire à 8 mois de prison. Il devait sortir le 25 avril de la prison de Gradignan. Mais l'armée l'a repris et lui a représenté l'uniforme... Transféré clandestinement à la prison de Guéret (Creuse), Patrick a été remis aux autorités militaires et emmené à Noyon, dans l'Oise, où il a commencé une grève de la faim. La fédération de la Gironde du PSU s'élève contre cet acharnement et exige l'arrêt des poursuites comme la libération immédiate de Patrick Destruhaut.

● **A Souges**, près de Bordeaux, 20 personnes se sont présentées le 15 avril devant les grilles du camp militaire. Ils demandaient à voir Robert Del Santo, insoumis, arrêté le 6 avril à son domicile à Toulouse. Après quatre heures d'attente, la gendarmerie intervient et doit porter les manifestants dans les cars pour vérification d'identité. Pour soutenir Robert et harceler l'armée, écrire à Robert Del Santo, prison du camp militaire de Souges, Martignas 33680.

● **En Haute-Marne**, Daniel Delaplace, Pascal Champlon et Philippe Poët comparaitront devant le tribunal correctionnel de Chaumont le 30 mai 1978 à 14 h. Ils sont prévenus d'avoir « fait de la propagande tendant à inciter autrui à bénéficier du statut d'objecteur ». Un comité de soutien s'est créé réunissant une cinquantaine de personnes ; le PSU y participe. Pour information et contact : Louis Marie Bonneval, 5, avenue des Deux-Pigeons, 52100 Saint-Dizier. Tél. : (25) 05-55-04.

● **A Orléans**, deux objecteurs, Guy Boubault et Serge Verneyre, comparaitront le mardi 9 mai à 14 h devant la cour d'appel. Le Ministère Public n'avait pas été satisfait de leur condamnation à deux mois de prison avec sursis, en février dernier...

● **A Rouen**, I.D.S., la Ligue des droits de l'homme, le M.D.P.L., la C.G.T. (Union départementale de Seine-Maritime), la C.F.D.T. (Union régionale de Haute-Normandie) et la F.E.N. (section départementale de Seine-Maritime), informées de la pétition nationale des soldats en faveur de la gratuité des transports, ont décidé d'apporter leur soutien à ces revendications qui, précise le texte adopté « font partie des droits démocratiques élémentaires dont doivent pouvoir disposer les soldats. » Pour tout contact : M.D.P.L. (I.D.S.), B.P. 1127, 76016 Rouen Cedex. ■

# calendrier politique

● **Samedi 13 mai (Paimpol)** : La section P.S.U. de Paimpol organise un fest noz. Il y aura les Sœurs Le Goadec, Razer-Le Foll, le groupe Ar Fiselezed, Baron Anneix et le groupe gallo Rutabaga. On dansera sur des airs de basse et de haute Bretagne; on mangera aussi des crêpes et on boira du cidre. L'entrée: 5 F. (Mais où, où ??? On veut savoir - N.D.L.R.)

● **Dimanche 14 mai (au site de Rockereuil)** : Grande fête écologique dans la commune de Sevignac, près de Broons (Côtes-du-Nord). Avec la participation des Amis de la terre, du P.S.U. breton et de mouvements écologiques et antinucléaires de Rennes, Saint-Malo, Dinan, Saint-Brieuc. Il y aura des stands et des démonstrations techniques sur les énergies douces et la culture biologique.

● **Samedi 20 mai (Champigny)** : La fête des Pâquerettes. Une soirée avec des films et des débats sur l'affaire Lip, et la participation de travailleurs de Lip. A la salle Youri-Gagarine, cité des Mordacs, 94500 Champigny.

● **Samedi 20 mai (Toulouse)** : La 4<sup>e</sup> fête des berges, de 9 heures à 22 heures, au port de la Daurade. Pour obtenir l'aménagement en « promenade pié-

tonne » des berges de la Garonne, sans stationnement ni circulation automobile. L'entrée sera gratuite et tous les Toulousains sont cordialement invités.

● **Du lundi 22 au samedi 27 mai (au Pré-Saint-Gervais et aux Lilas)** : Un comité local pour le boycott de la coupe du monde de football en Argentine s'est constitué. Il se réunit tous les lundis soirs à 20 h 30, à la maison des Loisirs et de la Culture du Pré-Saint-Gervais, 21-23, rue Jules-Jacquemin.

● **Samedi 20 et dimanche 21 mai (Evreux)** : Fête de l'autogestion dans le parc du château de Trangis. Des débats, de la musique, des chansons, du cinéma. Des foules de choses. Allez-y! Le samedi ça commencera à 20 h 30 et le dimanche à 10 heures.

● **Samedi 20 et dimanche 21 mai (Les Ullis)** : La 15<sup>e</sup> rencontre des G.A.M., au 16, rue Anatole-France, 82800 à Puteaux. Cette rencontre est ouverte aux associations et élus. Il sera débattu de la capacité d'intervention économique, de la commune, des associations et du pouvoir local.

● **Mercredi 24 mai (Nanterre)** : Gala à la salle des

Congrès, à 20 h 45 (près de la mairie, R.E.R., bus, S.N.C.F.), avec le concours de Guy Bedos.

● **Jeudi 25 mai (Tulle)** : La fédération de la Corrèze organise une réunion-débat au centre culturel et sportif de Tulle, à 21 heures. Thème: « Après l'échec du Programme commun, quelle stratégie pour la gauche. » Avec la participation de V. Leduc, secrétaire national du P.S.U.

● **Samedi 27 et dimanche 28 mai (Sens)** : L'U.D.-C.F.D.T. de l'Yonne organise une fête avec, pour les chansons, Mouloudji; le dimanche, un débat avec Jeannette Laot. A boire et à manger, bien sûr, et des stands, des débats. Tout ce que l'on trouve dans une fête. Il y aura aussi une garderie pour les enfants. L'entrée? 20 F, pour les deux jours; et gratuite pour les enfants de moins de 14 ans. ■

## DES DATES A RETENIR !

Deux stages de formation de base :

- aux Guions (Hautes-Alpes), du samedi 22 juillet au soir au dimanche 30 juillet au matin;
- dans le Gers, du 19 août au soir au 27 août au matin.

Deux stages d'animateurs de section :

- aux Guions, du samedi 19 août au soir au dimanche 27 août au matin;
- dans le Gers, du 15 août au soir au 20 août au soir.

D'autre part, la fédération des élus autogestionnaires organisera un stage pour les élus, aux Guions, du 19 au 27 août. Les programmes de ces stages et les dates d'autres stages actuellement en cours, seront publiés sous peu. ■

## DES STAGES POUR LES FEMMES

Du vendredi 25 août au matin au mardi 29 août au soir.

Dans le château de Mons (Gers).

Le programme détaillé sera fourni en temps utile, ce ne sont pas les sujets qui manquent !

Pour les inscriptions: fédération de Toulouse, 3, rue d'Aubuisson, 31000 Toulouse, ou le secteur Femmes, 9, rue Borromée, 75015 Paris.

## NUMÉUR

### criminels en chaises longues...

Quand on a soigneusement mis son numéro de journaliste de droite au « Point », quand on a ricané en livre sur les **intellectuels en chaises longues** en expliquant qu'ils terrorisent tout le monde, on finit par avoir des satisfactions. Suffert Georges, journaliste-chef au « Point » depuis qu'il a trouvé « L'Express » trop à gauche doit être soulagé: Henri Curiel, le « **complice de l'Armée Rouge japonaise** », « **l'homme du K.G.B.** » qui consacrait sa vie à « **l'aide aux terroristes** », comme il l'expliquait en six pages dans le « Point » du 21 juin 1976, a été définitivement démasqué.

Qui osera dire que les journalistes n'ont plus de pouvoir après une telle réussite? Qui osera prétendre que le journalisme ne paie pas?

Curiel vivait à Paris, simplement connu des militants et honni de la droite de l'ombre, jusqu'au jour où, dans un dossier anonyme, Georges Suffert le montra du doigt en expliquant qu'il était le « **patron des réseaux d'aide aux terroristes** ». Devant le haut-le-corps de nombreux confrères et le haut-le-cœur de quelques-uns, une semaine après la parution du plus grand article anonyme jamais publié dans cet hebdomadaire, Suffert dut expliquer qu'il était responsable du forfait. Sans révéler, bien sûr, qu'il avait recopié et réécrit un dossier d'affabulations patiemment concocté par des membres de la D.S.T. et de la branche pro-américaine du service de documentation et de contre-espionnage. Rien que des spécialistes des Rouges.

Les mêmes éléments qui alimentent régulièrement

un autre charognard qui officie dans la presse quotidienne, à « L'Aurore »: Philippe Bernert. « Journaliste » qui recopia le dossier un an et demi plus tard, en l'enjolivant. Pour ce pisseur de copie dont les reportages dépassent rarement les tiroirs du bas des bureaux de police, Henri Curiel était le chef d'un réseau « **entraînant de jeunes Français qui sont ensuite envoyés en renfort dans les guérillas étrangères** ». Un tiers de page sur ce ton au moment où la D.S.T., en septembre 1977, fit assigner Curiel à résidence dans le sud de la France; à l'intense jubilation de Bernert.

A cette époque, il écrivait: « **Le chef des réseaux d'aide et de soutien à l'internationale terroriste n'est plus un tabou en France.** » En effet.

Le doute ayant été semé par ces confrères serviables, les services spéciaux, que l'activité politique de Curiel et de ses amis dérangeait, n'avaient plus qu'à attendre un moment favorable; ils n'avaient plus, éventuellement, qu'à monter la tête à quelques hommes de main de droite, pour qu'ils considèrent l'élimination d'un Juif égyptien comme une entreprise de salubrité publique.

Suffert et Bernert ont bien mérité de l'Occident, bien mérité de l'Europe des polices, bien mérité de la Défense des Valeurs Morales. On leur prête volontiers nos chaises longues pour se remettre de leurs émotions.

C.-M. VADROT ■

**DONNER L'IMAGE  
D'UNE AUTRE GAUCHE**

Je profite de ce réabonnement et d'un peu de vacances pour vous écrire quelques mots. La situation présente n'incite pas à l'optimisme. Je n'attendais pas grand-chose d'une arrivée de la gauche au pouvoir, mais je pensais tout de même que pendant quelques mois, on aurait pu faire passer quelques lois intéressantes.

L'équivoque socialiste, illustrée par l'affiche « la victoire en votant », le travail de sape du Parti communiste, la mise à l'écart d'une action des masses, le pouvoir politique (seul) qu'on n'aurait voulu conquérir que par l'action parlementaire, tout cela ne faisait pas sérieux face à une résistance des possédants et aux presque insurmontables contraintes internationales prévisibles. Aujourd'hui, qu'avons-nous ?

Une gauche entre guillemets, qui n'est pas capable de tenir seulement un rôle d'opposition ; des gauchistes aux partis plus divisés que jamais et n'ayant pas de crédibilité aux yeux des masses ; des masses elles-mêmes, pour la plus grande partie, décidées à accepter les avantages acquis par l'action de militants dérisoirement peu nombreux, la grande foule toujours amorphe, occupée à se débattre dans les difficultés économiques, ou à consommer plus, l'individualisme et l'égoïsme étant rois. La jeunesse ? Mai 68 est loin, et les velléités de combat politique et de changement de société semblent s'estomper ; des actions intéressantes sont menées sur certains plans (femmes, etc.), mais la génération de jeunes risque fort de faire les frais d'expériences de libération qu'elle s'octroie, dans le domaine sexuel notamment.

Que peut-on faire, sur quelle voie se lancer ? Faire un travail de vérité et de clarification au sein des partis réformistes de gauche ? On en connaît d'avance les limites, mais ces partis seuls ont une existence pour le public. S'il faut attendre la lente transformation du P.S. et du P.C. en partis démocratiques au service du peuple au lieu d'eux-mêmes, se donnant enfin les moyens réels de réaliser leurs promesses, alors on a encore le temps.

Au P.S.U., comme à la Ligue ou d'autres petits partis, on pourrait essayer de montrer ce que doit être une vraie gauche, donner une image d'une autre société, faire apparaître les exigences de la lutte sérieuse, faire apparaître un tel contraste avec les partis de gauche qu'un certain nombre de militants se tournent vers cette gauche nouvelle et authentique, elle.

Ce chemin est difficile d'une part, et d'autre part, le peuple aime mieux qu'on le flatte ou l'approuve plutôt qu'on s'oppose à lui, quand il s'embarque dans le racisme, la facilité, quand il rêve à un changement de société qu'on lui apporterait sur un plateau.

Le P.S.U. a fait des progrès dans ce sens, devenant plus concret à mesure qu'il s'enracine dans les luttes, se laissant moins embarquer dans des stratégies compliquées élaborées par des intellectuels au cerveau fécond, mais n'ayant pas de contacts suffisants avec la vie réelle : pas trop de place aux enseignants (ils ont plus de temps que les autres, il est vrai, d'où leur suprématie dans tous les partis de gauche ou d'extrême gauche), les enseignants n'ont pas le contact avec la vie de l'entreprise et ne subissent pas au même degré que les autres les dures contraintes nées des rapports de production. Plus que jamais, théorie liée à la pratique.

Les gens sentent confusément que des dangers inconnus jusqu'alors menacent cette société. L'atome, la guerre atomique, la pollution, la privation d'eau peut-être, sans compter le reste.

Je conçois que l'action des partis doit tenir compte de tout ce qui fait l'environnement et ce qui représente l'avenir. C'est encore plus compliqué que la conquête du pouvoir. Comment globaliser sans se disperser ? Comment proposer et faire connaître de nouveaux moyens d'action contrastant avec les traditionnelles et inefficaces actions menées actuellement ? Il faut tendre à mettre en place des structures de pouvoirs parallèles, etc. Que le P.S.U. développe son originalité dans ce sens. [...]

[...] Une autre question, celle de l'auto-gestion. Là aussi, le chemin sera dur. Ceux qui tiennent à gérer les affaires de tous ne sont pas si nombreux, hélas ! Il y a crise de militants partout, les militants actifs sont submergés de tâches de toutes sortes, refusées par le plus grand nombre d'adhérents aux organisations. Il suffit de

voir les difficultés des syndicats. C'est là qu'on voit l'illusion de beaucoup de jeunes, travaillant dans les partis, mais n'ayant pas une expérience prolongée et patiente d'une action dans les milieux populaires, que ce soit dans les entreprises, les mouvements sur l'environnement, la culture populaire etc. [...]

[...] J'avoue que ces lignes ne reflètent pas l'optimisme. Ce n'est pas parce que je ne vois pas d'issue que je me retire du combat. J'ai largement passé la cinquantaine et je suis de ces militants (dont je parlais plus haut) surchargés de tâches parce que d'autres ne veulent pas en prendre un peu. Je crois exprimer la pensée de copains, attelés aux mêmes travaux, et qui marchent à défaut d'espérer beaucoup.

**A. GARYGA Reims**

P.S. : Mon salut à l'équipe du journal pour qui ça ne doit pas toujours être rose.

**MOBILISATION POPULAIRE  
INDISPENSABLE**

Dans le numéro 781 du 6 avril au 20 avril 78 de Tribune Socialiste, hebdomadaire du PSU, nous avons notamment apprécié l'éditorial de Victor Leduc « Pour relancer l'action » et l'article de François Turquan « La gauche en miettes ».

Nous avons toujours pensé que l'union de la gauche devait se faire à la base et c'est d'ailleurs pourquoi nous avons créé, il y a plus d'un an le Comité d'action et de soutien à la gauche unie (CASGU) à Fleurance dans le Gers.

Après l'échec du 19 mars 78 sur le plan national, plus que jamais tous les militants de gauche (PC, PS, PSU, Radicaux de gauche, extrême gauche...) et tous les inorganisés doivent s'unir en vue de mettre un terme au capitalisme.

Comme le souligne Victor Leduc, une mobilisation populaire est aujourd'hui indispensable.

En ce qui nous concerne, nous poursuivons notre action, nous continuerons à rassembler tous les travailleurs. Seules leurs discussions amèneront à de nouvelles formes d'accord pour une action commune, car encore une fois, c'est à la base de décider.

**C.A.S.G.U.**

**3, rue Adolphe Cadéot - 32500 Fleurance**

**bulletin d'abonnement**

Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.

M.  M<sup>me</sup>  M<sup>lle</sup>   
 NOM..... Prénom.....  
 Adresse.....  
 Profession.....  
 Code postal..... Ville.....

S'abonne pour 1 an  6 mois  (1)  
 Ci-joint un versement par chèque bancaire  postal  (1)  
 à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.  
 Tarifs : 1 an : 150 F ; 6 mois : 80 F ; soutien : 200 F

(1) Cocher la case correspondante.

Directeur politique : Jean-Marie Demaldent  
 Rédacteur en chef : José Sanchez  
 Rédacteurs en chef adjoints : Claude Desliat, René Lanarche  
 Où va la France ? : L. Goldberg, Y. Sparfel, Y. Craipeau, M. Etienne, V. Fay, G. Hercet, D. Lambert, V. Leduc, S. Lyllan, M. Mousel, J.-F. Thoraval, F. Turquan  
 ● Et pourtant elle tourne : J. Jullien, Ph. Marielie, B. Ravenel  
 ● Les Armes de la critique : G. Akoun, B. Blanc, F. Claire, E. Ertel, F. Gastellier, R. Lanarche, J.-F. Mathé, D. Nores, C.-M. Vadrot  
 Dessinateurs : Bâtellier, Cagnat, Desmoulins, Fénu, Mathé  
 Maquette et collaboration technique : Max Pagis  
 Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise Chailleux  
 Directeur de la publication : Geneviève Petiot  
 Édité par la SARL « Société nouvelle de presse politique »  
 9, rue Borromée, 75015 Paris  
 Rédaction : 566-45-64 et 566-45-37 poste 37.  
 Administration et publicité : 566-45-37  
 Numéro de la commission paritaire : 37 392  
 Distribué par les N.M.P.P.  
 Composition, photogravure, Impression :  
 S.N.I.L., 3, rue de Nantes, 75019 Paris. Tél. 208-64-05  
 Changement d'adresse  
 Joindre la bande d'un des derniers envois et 3 F en timbres postes

● **Editorial**

La mort d'Aldo Moro : le crime absolu  
par **J. Sanchez** ..... p. 5

● **L'événement**

L'assassinat d'Aldo Moro :  
l'engrenage italien  
par **Liana Levi** ..... p. 6-7

● **Où va la France**

Giscard, de Guiringaud et l'Afrique  
une intervention par jour  
par **Ph. Mariélie** ..... p. 8

Désarmement : V.G.E. à l'O.N.U.  
par **C. Bourdet** ..... p. 9-10

Communistes : le refus et l'espoir  
par **V. Fay** ..... p. 11-12

Socialistes : concert en vase clos  
par **F. Turquan** ..... p. 13-14

● **Débat**

Union de la gauche :  
les raisons d'une défaite  
avec **V. Leduc, P. Viveret,**  
**A. Bergounioux, G. Molina,**  
**B. Manin, V. Fay** ..... p. 15-16-17-18

● **Social**

L'euphorie des patrons  
par **M. Anvers** ..... p. 19  
C.F.D.T. : pour de nouvelles pratiques  
par **Y. Sparfel** ..... p. 20

● **Forum de l'autogestion**

Front autogestionnaire :  
une rencontre nationale ..... p. 21

● **Et pourtant elle tourne**

Océan indien : les gendarmes  
de l'or noir  
I. - Tricolores et yankees  
par **Ph. Mariélie** ..... p. 22-23

● **La parole à**

Günter Wallraff : un petit reporter  
contre Axel Springer  
propos recueillis par  
**P. Maudet** ..... p. 25-26

● **Les armes de la critique**

Une vie pour deux  
par **M. Etienne** ..... p. 27  
Spectacle : Puntilla pile et face  
par **D. Nores et F. Gastellier** .. p. 28  
La télé : la pavano des généraux  
par **Ph. Mariélie** ..... p. 29  
Fête du PSU ..... p. 30-31  
Images de mai 1968 ..... p. 32



## La mort d'Aldo Moro : Le crime absolu

Par José SANCHEZ



Ainsi donc, Aldo Moro vient d'être assassiné. Froidement. Cyniquement. Avec une sorte de détermination macabre.

Ainsi donc, au terme de cinquante quatre jours de détention, le chef de la Démocratie chrétienne est mort. L'opinion publique — dans sa réprobation unanime — ne s'y est pas trompée. Le meurtre d'Aldo Moro obéit bien à la plus totalitaire des logiques, aux appétits de sang les plus insensés. Et rien, sans doute, ne nous aura été épargné tout au long de cette farce diabolique et cruelle. Ni le chantage, ni l'humiliation, ni cette désespérante rhétorique révolutionnaire par quoi les Brigades rouges se font les apôtres d'on ne sait quelle « justice populaire ». Sans doute même est-ce là le plus inquiétant et le plus dérisoirement inhumain : que les brigadistes se prévalent du droit — et du devoir même, pour eux — d'exercer « au nom du peuple » — d'un peuple mythique —, une telle justice. Car ce qui à leurs propres yeux les justifie, aux yeux de tous les condamne. A tout jamais.

Comprenez qui pourra : il n'y a rien à comprendre. Encore sans doute moins à espérer d'une démente qui, sous couvert d'un idéal qui se nie quand il croit qu'il se réalise, charrie autant de boue et de sang. Etrange Justice majuscule que celle de ces anges noirs de l'absolu tenant d'une main la bible archaïque des vieux mots de passe de la tradition révolutionnaire, de l'autre le pistolet mitrailleur. Probablement n'aura-t-on rien dit, rien expliqué, tant qu'on n'aura fait l'effort d'appréhender d'où nous vient cette métamorphose soudain tarée, cette résurgence, aujourd'hui sanglante, de valeurs qui appartiennent aux espoirs nourris par la tradition populaire. C'est, à n'en pas douter, ce à quoi faisait récemment allusion Rossanna Rossanda quand elle disait qu'en regardant les Brigades rouges elles avait l'impression de regarder « le livre d'images du mouvement ouvrier ».

Face au phénomène terroriste, l'analyse du Parti communiste italien est simple, simpliste même : le terrorisme serait alimenté par une même centrale : le fameux **gouvernement invisible**. Luigi Longo déclarait dans l'*Unità* du 20 novembre 1977 : « L'on prépare dans d'autres sièges, italiens et étrangers, avec une intelligence politique évidente, des plans subversifs contre la République et la Constitution ». Or, dans cette déclaration, tout un pan du phénomène terroriste est occulté : ses racines sociales et politiques se trouvent indéniablement en Italie même.

Le champ social sur lequel opèrent les terroristes est très vaste. Trente ans de pouvoir absolu de la Démocratie chrétienne lui ont préparé un terrain favorable. Dans un pays où il n'y a plus d'opposition proposant une stratégie alternative clairement affirmée, le « **parti terroriste** » a pu apparaître un instant aux yeux de certains comme un outil de lutte. Sa structure même se rapproche en fait beaucoup de la structure bolchévique.

On voit le problème et les responsabilités des dirigeants de la D.C. et du P.C.I. dans la prochaine période. La nécessaire préservation de la vie démocratique en Italie risque de se voir contredire par la mise en place de ce que Michel Foucault appelait dans nos colonnes il n'y a pas si longtemps d'une société de « **sécurité** » (1). Ce risque est grand. D'autant qu'en Italie, un tel dispositif de « **terrorisme mental** » peut se faire avec l'approbation et le soutien actif du Parti communiste italien. ■

(1) Voir T.S., n° 763.

## L'assassinat d'Aldo Moro : L'engrenage italien

Après cinquante quatre jours de détention,  
la mort du chef de la Démocratie chrétienne,  
place l'Italie devant des choix redoutables.

Le corps d'Aldo Moro a été retrouvé criblé de balles dans une voiture abandonnée, à 100 mètres du siège de la Démocratie Chrétienne, en plein centre de Rome, le mardi 9 mai.

Ainsi prend fin cette tragique affaire qui depuis le 16 mars dernier tient en haleine l'Italie, sa police, son opinion, sa classe politique. Pendant 54 jours les Brigades rouges ont réussi, de communiqué en communiqué, à alimenter le suspense, à occuper la une des journaux, à monopoliser la vie politique. A tel point que ces derniers temps des voix s'élevaient élevées pour demander que le pays sorte de son hibernation pour reprendre ses activités.

De fait, pendant deux mois, les vicissitudes de l'Italie ont tourné presque exclusivement autour de cette affaire. La vie parlementaire du pays s'est quasiment arrêtée. Le vote d'investiture du gouvernement Andreotti, premier gouvernement appuyé par le Parti communiste depuis 30 ans, a eu lieu sans aucun débat le jour même de l'enlèvement de Moro. Seule la loi sur l'avortement a été débattue : faute d'en discuter, le pays se serait trouvé à devoir affronter un nouveau référendum.

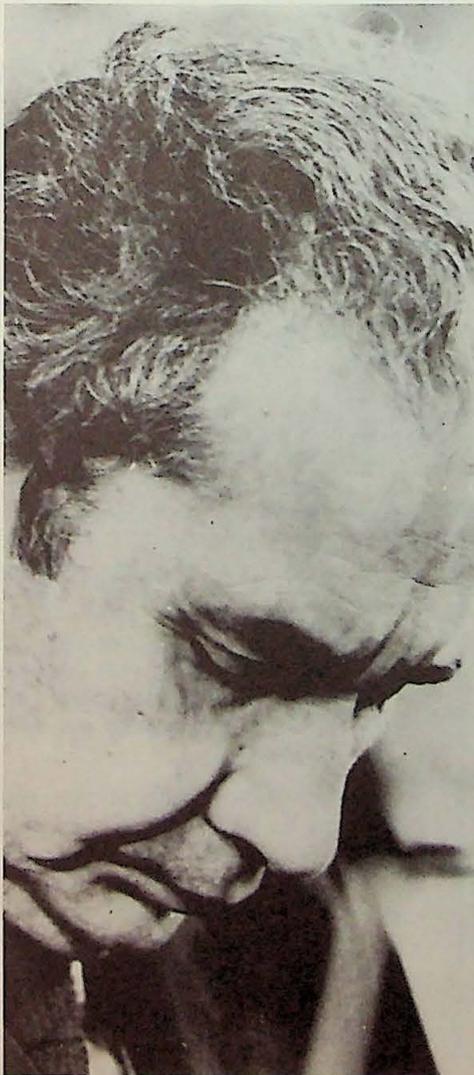
### Le jeu des alliances politiques

Et pourtant, malgré ce gel, la vie politique s'est poursuivie ; à travers l'affaire Moro se sont esquissés des jeux politiques tout à fait symptomatiques. Autour du choix « fermeté ou négociation avec les Brigades rouges » s'esquissait le jeu des alliances politiques. A travers l'axe d'alliance D.C.-P.C., en passant par les autres partis politiques de l'arc constitutionnel, la ligne de la fermeté. Cette ligne, le P.C.I. l'a soutenu d'un bout à l'autre, sans le moindre fléchissement. Pour les communistes, il ne pouvait être question de négocier avec les Brigades rouges, ni d'échanger les prisonniers détenus contre Aldo Moro : l'Etat italien se serait tout à fait déconsidéré. De plus, c'était une

occasion pour le P.C.I. de montrer sa volonté d'être un parti de gouvernement.

A l'intérieur de la Démocratie Chrétienne s'est manifestée par contre une certaine hésitation et quelques courants du parti auraient, dit-on, été favorables à la négociation. On dit même que Kurt Waldheim aurait été sollicité par certains dirigeants démocrates chrétiens pour lancer son appel aux Brigades rouges, appel qui

Aldo Moro



a d'ailleurs été l'objet de nombreuses critiques en Italie dans la mesure où il semblait donner une reconnaissance juridique internationale aux terroristes.

Cependant, malgré ces quelques flottements internes, la D.C. semble avoir tenu ferme sur la décision de ne pas négocier avec les Brigades rouges et a maintenu l'alliance avec le P.C. Le Parti socialiste après avoir tenu quelques jours après l'enlèvement un congrès fade où le débat était complètement étouffé par l'affaire Moro, s'est manifesté par une déclaration retentissante de son secrétaire Bettino Craxi : il proposait de négocier avec les Brigadistes. Il semble en fait que le premier socialiste ait été motivé par des considérations de stratégie politique : le Parti démocrate chrétien semblait présenter des failles, certains courants n'adhéraient pas totalement à la ligne du secrétaire Zaccagnini ; c'était le moment propice pour rompre le front uni avec les communistes, pour faire basculer les alliances du « compromis historique ».

### Un mur solide devant le chantage

Tels ont été les jeux du pouvoir qui se sont noués tout au long de l'affaire. Dans l'ensemble, donc, les partis politiques ont maintenu, malgré quelques lézardes, un mur solide devant le chantage des terroristes. Dans l'extrême gauche une seule voix s'est élevée pour dire : « Ni avec l'Etat ni avec les Brigades rouges ». Autrement dit, là aussi, la priorité a été donnée à la défense de l'Etat italien. Le Parti néofasciste M.S.I. quant à lui, a préféré se cantonner dans un silence discret, rompu ça et là par la voix des jeunesses fascistes « Moro, tu as voulu le communisme maintenant profites-en et crève », ou bien encore : « Moro, bourreau, il est temps que tu crèves ». Ces slogans ont été affichés sur le mur de Trento et signés *Fronte della Gioventù*. Sans parler de cette réunion à Naples où les dirigeants du M.S.I. ont écouté les participants scander : « Moro libre, c'est nous qui te pendrons » sans intervenir. Tout cela donne à réfléchir. Pendant que la vie politique italienne se jouait ainsi médiatisée la police poursuivait ses recherches avec des défaillances surprenantes.

Au démarrage de l'affaire tout d'abord. Alors que l'alerte avait été donnée très vite après l'enlèvement et le massacre de via Fani, la police mettait 47 minutes pour mettre en place des postes de contrôle dans la ville : 47 minutes qui laissaient évidemment toute latitude aux terroristes pour se mettre à l'abri. La direc

tion de l'enquête était confiée à un magistrat, Luciano Infelisi, très contesté et sur lequel est en cours une enquête à propos d'une bande magnétique égarée. Dans certains milieux, on laisse entendre que Infelisi aurait très opportunément égaré cette cassette qui contenait des renseignements importants sur des personnalités haut placées.

Quoi qu'il en soit, l'enquête procédait avec une lenteur surprenante. Dix jours après l'enlèvement, on n'était toujours pas parvenu à reconstruire les 200 premiers mètres parcourus par les terroristes, ni à définir de combien de personnes était formé le commando, ni combien de temps il avait mis à parcourir ce trajet. Des mandats d'arrêt étaient lancés à l'encontre de personnes qui étaient déjà en prison. Les barrages de police étaient si peu efficaces que quelques jours après l'enlèvement de Moro des ravisseurs qui avaient enlevé une jeune fille pour obtenir une rançon passaient tranquillement à travers un barrage avec leur victime.

Les B.R. poursuivaient leurs agressions : 2 morts et 9 blessés. Mais la question sur laquelle on s'interroge le plus est celle de la perquisition de via Gradoli. Peu de temps après l'enlèvement Moro, le nom de Gradoli était parvenu aux oreilles de la police — soufflé par la pègre, lasse du remue ménage — qui s'était rendue dans un immeuble de via Gradoli pour perquisitionner mais s'était arrêté devant la porte fermée d'un appartement.

Quelques semaines après, la police revient dans le fameux appartement à la porte fermée de via Gradoli parce que les voisins signalent une fuite d'eau : c'est un repaire des B.R. mais les terroristes sont partis.

### Démêler l'écheveau

Alors, négligence ? Maladresse ? Complicité ? Est-il exact qu'on ait re-



Recherche du corps d'Aldo Moro :

Le jeu odieux des Brigades rouges.

trouvé dans l'appartement de via Gradoli des documents qui laissent supposer des complicités au Ministère de la Justice et de l'Intérieur ?

Car la question de fond subsiste. Qui sont les Brigades rouges ? De quelle complicité bénéficient-elles ? L'enquête ne semble pas avoir progressé sur ce point. Il faut donc raisonner par analogie. Et l'analogie conduit à conclure que l'Italie est depuis quelques années victime d'une stratégie de la tension qui s'est manifestée par des attentats dans la foule, des attentats individuels, des enlèvements. Chaque fois, la police est partie sur une « piste rouge ». Mais lorsque les différentes affaires parviennent devant la magistrature on découvre les liens qui existent avec le Parti néofasciste M.S.I. et les complicités qui existent dans les services secrets italiens. Ça été le cas pour la bombe de Milan de Piazza Fontana, pour la bombe du train Italicus, pour la bombe de Brescia. Les complicités se situent parfois à un très haut niveau puisque le chef des services se-

crets, Miceli, actuellement impliqué dans la tentative de coup d'Etat du prince noir Borghese, est amené à témoigner sur Piazza Fontana. Alors ? A qui profite cette stratégie ? A l'extrême droite ! Les complicités étrangères, les appuis de tel ou tel service secret étranger importent peu, l'essentiel semble bien se dérouler à l'intérieur des frontières italiennes. Les slogans des jeunes néofascistes italiens, ne sont pas un pur hasard, pourquoi ont-ils été les seuls à demander la mort de Moro ?

Ce sont des questions que les partis politiques devront affronter si tant est qu'ils parviennent à démêler l'écheveau de complicités qui se trouvent dans l'Etat italien même. Il est sans doute un peu trop tôt pour y voir clair. Mais 54 jours se sont écoulés pendant lesquels le pays s'est interrogé sur lui-même. Un dirigeant démocrate chrétien disait ces jours-ci : « Ces deux mois nous ont profondément changé ».

Liana LEVI ■

## LE BUREAU NATIONAL DU P.S.U. : " UN ASSASSINAT DOUBLEMENT CONDAMNABLE... "

L'assassinat d'Aldo Moro est doublement condamnable. Il illustre d'une façon particulièrement barbare l'emploi de formes de lutte terroriste étrangères au mouvement ouvrier. Il ne peut que nuire politiquement aux travailleurs. Car à qui profite le crime ?

Quelles que puissent être les intentions de ses auteurs, il ne peut que favoriser la fraction de la bourgeoisie italienne qui prépare une solution autoritaire en s'appuyant sur certains secteurs de la police et de l'armée, et pour qui l'élimination d'un artisan du rapprochement entre la Démocratie chrétienne et le Parti communiste italien représente un atout non négligeable.

Si ce crime devait servir d'occasion à l'aggravation de la répression, inévitablement étendue à l'ensemble de l'extrême gauche et même au mouvement syndical, il préparerait la fasci-

sation de l'Etat précisément recherchée par ses auteurs. C'est pourquoi les travailleurs italiens et leurs organisations doivent à la fois rejeter le terrorisme et s'opposer à la chasse aux sorcières qui se prépare sous le couvert de la défense de l'Etat.

Notre condamnation sans réserves des responsables de cet assassinat ne doit pas faire oublier non plus le fait que certains jeunes sont aujourd'hui attirés par des formes d'action nihilistes. Même s'il reste ultra-minoritaire, ce phénomène est le produit direct de la crise de société et de l'absence de réponse de la plupart des organisations du mouvement ouvrier et populaire. Celles-ci ont la responsabilité d'offrir à ceux que les impasses actuelles désespèrent des perspectives qui permettent de retrouver la voie d'un élan révolutionnaire positif.

Communiqué du Bureau national du P.S.U., 9 mai 1978 ■

# Où va la France ?

## Giscard, de Guiringaud et l'Afrique :

### Une intervention par jour ?

Fortune inespérée que celle du concept d' "intervention" ! Depuis quelques mois, il sert à qualifier pudiquement toute opération de l'armée française hors des frontières de l'hexagone : Mauritanie, Sénégal, Liban, Tchad. Mais il n'est pas plus clair pour autant.

M. de Guiringaud, après des semaines de silence, a tenté de dédramatiser un peu le sujet au « Club de la Presse », le dimanche 7 mai, devant des confrères qui manquaient un peu de mordant. Il fallait qu'il parle. Car une grande partie de la presse, même conservatrice, s'inquiète de la multiplication des initiatives de l'Elysée dans ce domaine.

De plus, des bruits circulent avec insistance sur une possible « différence

« Seulement lorsque des régimes amis sont menacés par une agression soutenue par l'extérieur et nous demandent une aide technique. » Le fondement constitutionnel ? « Le président de la République peut engager les forces françaises où et quand il le veut. » Le secret ? « On ne dévoile pas une opération militaire une semaine à l'avance. » L'engrenage ? « On ne joue pas un rôle international sans prendre quelques risques. » La Légion au Tchad ?



d'appréciation » entre le président Giscard d'Estaing et ses ministres des Affaires étrangères, de la Coopération ou de la Défense nationale. Enfin, la date du sommet franco-africain de Paris se rapproche, et il ne faudrait pas que cette grande fête du néo-colonialisme tranquille et modéré soit ternie par des bruits de bottes et de bombes.

#### Un peu simple

Alors, pour le patron du quai d'Orsay, tout est simple. Résumons sans trahir. La France en Afrique ? « Il y a un passé, des communautés françaises de plusieurs milliers de personnes dans chaque pays, des accords de coopération. » Des interventions militaires ?

« Il s'agit de protéger les Français de là-bas contre la campagne de haine déclenchée par le FROLINAT. » Et en Mauritanie ? « Il n'y a pas plus de cent militaires français dans ce pays. »

Les tirs des « Jaguar » sur des unités sahraouies au début mai ? « Des unités mauritaniennes et les Français de Zouérate se sentaient menacés par les colonnes rebelles. » Les réactions en Afrique ? « Pas une seule critique au sud du Sahara. » Les critiques d'Alger ? « Ils n'ont pas à nous dicter notre politique. »

Pour couronner le tout, le ministre a inventé un argument destiné à « blanchir » d'un coup toute sa politique : « Nous sommes pour l'Afrique aux Africains, contre sa déstabilisation. Les interventions françaises ne peuvent se

comparer avec celles des Soviétiques et des Cubains en Angola ou en Ethiopie, car ces pays n'ont aucun lien matériel avec l'Afrique et ils cherchent à introduire une idéologie étrangère. » Roland Faure, rédacteur en chef de « L'Aurore », qui venait de féliciter le ministre pour son soutien accordé aux régimes africains modérés mais avait reproché de serrer parfois la main aux « bandits » de la SWAPO (ou Front patriotique Zimbabwé), s'est remoussé d'aise à l'écoute de ces bonnes paroles.

#### Envers et contre tout

Pourtant, il n'y a pas une seule affirmation du ministre qui ne puisse être contestée. Les régimes amis de France forment une clientèle de gouvernements conservateurs, souvent contestés par des courants d'opinion importants, que Paris aide à se maintenir envers et contre tout (au Tchad, par exemple, la guerre civile sévit depuis onze ans !). Ni l'Algérie ni la Libye n'ont créé les conditions du conflit au Sahara ou au Tchad, et leurs armées n'interviennent pas directement dans les combats, comme c'est le cas de la France. Il n'est pas admissible que ni le Parlement ni la presse ne soient informés d'opérations décidées de manière clandestine, qui provoquent chaque fois dans les journaux et médias politiques étrangers de nombreuses réactions hostiles à la politique française. L'enlèvement, le guépier, le borbier, cela existe, quand des initiatives sont prises au jour le jour en secret, dans des pays où aucun geste de l'armée française ne peut apparaître comme « neutre » (1). Les morts de militaires français au Tchad prouvent que les troupes envoyées par Paris ne se contentent pas d'instruire abstraitement les recrues de l'armée locale (2). Et puis, s'il y a peu de soldats français stationnés en Mauritanie, c'est parce qu'ils ont été concentrés au Sénégal voisin (la base du Cap Vert abrite maintenant 1 300 militaires français, une dizaine de chasseurs « Tigre », des « Bréguet-Atlantic » d'observation, des « Transall » de transport). Les guérilleros du Polisario ont cessé d'être de simples « rebelles », auxquels l'armée coloniale faisait si bien la chasse dans le passé : nationalistes opposés au féodalisme des tribus du désert, ils défendent une idée nationale et répondent à l'invasion de leur patrie. L'Algérie a le droit de traiter menaçante l'installation de soldats français à ses frontières, surtout lorsqu'ils appartiennent à des unités de tradition coloniale, et lui rappellent si bons souvenirs. Le Bénin, la Guinée, le Congo, l'Angola, la Tanzanie, sont clairement hostiles aux interventions françaises en Afrique.

## A bout de bras

Quant au parallèle « impossible » entre la présence des Français et des Soviétiques sur le continent, l'histoire de ces dernières années en a facilement raison : les gouvernements de la V<sup>e</sup> République ont toujours été derrière les régimes conservateurs d'Afrique, qu'ils soutiennent parfois à bout de bras, décidant ou guerroyant à leur place. L'Union soviétique et Cuba ont volé au secours de deux ou trois pays du continent où la « révolution » leur paraissait menacée par des interventions extérieures : a tort ou à raison — on en discute —, mais la France giscard-gaulliste est vraiment la moins bien placée dans ce domaine pour leur donner des leçons. De ce point de vue, il est évi-

dent que le gadget de « L'Afrique aux Africains » n'est qu'une tentative très démagogique pour cacher la montagne d'arrière-pensées qui animent les dirigeants français chaque fois qu'ils se préoccupent de la santé militaire et économique de ce continent.

Ph. M. ■

(1) C'est également le cas du corps expéditionnaire envoyé par Paris au Liban, sur la demande des Nations unies. L'insistance à voir en lui un contingent « français » (alors qu'il porte le « casque bleu » de l'organisation supra-nationale), de même que le rappel par le ministre De Guiringaud des vieilles solidarités franco-libanaises (établies surtout avec la communauté maronite conservatrice) jettent un doute permanent sur la légitimité de cette intervention-là...

(2) Notons en passant que le premier soldat français de la FINFUL mort au Liban, ainsi qu'un des militaires tués au Tchad à la mi-avril sont d'origine réunionnaise. De là à dire que certains des huit mille jeunes chômeurs transportés chaque année — tous frais payés — vers la « métropole » se retrouvent parfois dans certaines unités d'engagés du sud de la France, chargées d'intervention en tous genres, il n'y a qu'un petit pas...

## Désarmement : V.G.E. à l'O.N.U.

Le 25 mai, Giscard d'Estaing se rendra à l'O.N.U. pour parler du désarmement. Mais comment le chef de l'État français pourra-t-il convaincre son auditoire ?

La réunion à New-York de la session spéciale de l'organisation des Nations Unies sur le désarmement, convoquée à l'initiative de la Yougoslavie, de l'Algérie, de la Suède et d'un grand nombre de nations non-alignées est un événement important, assez différent des conférences habituelles sur le désarmement qui se sont réunies avec si peu d'efficacité depuis de si longues années. En effet, l'initiative cette fois-ci n'a pas été prise par les responsables de la course aux armements, les super-puissances et leurs alliés, mais par les moins directement impliqués, par les pays qui récusent précisément la division du monde en blocs hégémoniques, et qui supportent dans leur vie intérieure, dans leur économie, dans leurs relations avec d'autres les

conséquences de la tension et du déséquilibre causés par les armements, et les effets de la ponction considérable prélevée sur les ressources de la planète.

On peut être certain que non seulement les super-puissances, mais les pays qui comme le nôtre, adhèrent volontairement aux blocs militaires, vont se trouver à New-York en position d'accusés. Enfin, pour la première fois, la session de l'O.N.U. sur le désarmement ne se produira pas dans le vide, évoquée seulement par quelques articles occasionnels dans la presse new-yorkaise et dans les journaux internationaux les plus sérieux... Cette fois-ci, toutes les organisations non-gouvernementales (O.N.G.) se sont mobilisées. A l'initiative des grands re-

groupements américains pour la paix, des réunions préparatoires ont eu lieu à Genève en février-mars, et le groupe international de coordination, qui a pris le nom de « Mobilisation Internationale pour la Survie », va mettre sur pied à New-York, du 27 au 29 mai, une série massive de conférences, manifestations, meetings qui ne cesseront de faire pression sur la conférence officielle.

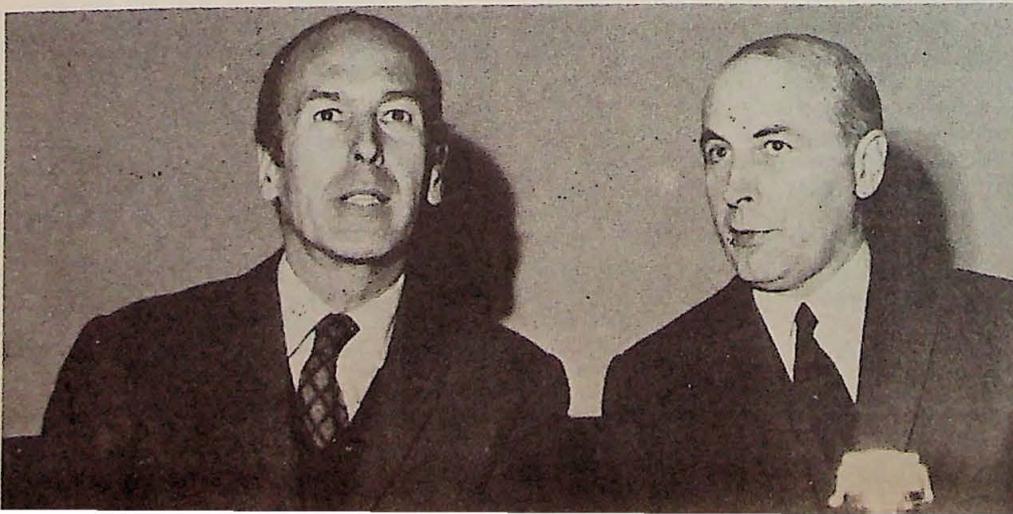
L'importance de la session spéciale est d'ailleurs attestée par l'attitude des gouvernements, qui ne peuvent se permettre de traiter cet événement « pardessus la jambe ». Giscard l'a très bien senti, et alors que la France continue à boycotter le comité du désarmement de Genève, il va présenter à la session spéciale un soi-disant plan français de désarmement, dans lequel on ne peut trouver pas grand indice d'une volonté effective de contribuer à l'effort nécessaire, mais qui permet au Président de la République de prendre des attitudes de propagande, et aussi — ce n'est pas l'objectif le moins important —, d'amorcer en politique extérieure son rapprochement avec le parti socialiste, puisqu'il a obtenu que le P.S. désigne Jean-Pierre Cot comme participant à la délégation française.

### Le militarisme français... ne désarme pas

La France giscardienne est particulièrement mal placée pour prendre des initiatives en matière de désarmement, attendu que dans plusieurs domaines essentiels, elle a une politique qui va au contraire dans le sens de la tension maximale et du danger maximum. C'est vrai dans le domaine des essais nucléaires : la France a toujours refusé de signer l'accord de Moscou sur les essais nucléaires atmosphériques, encore qu'elle se soit vue contrainte par l'opinion internationale, (notamment par les mouvements d'opinion en Australie, Nouvelle-Zélande et au Japon) de procéder de manière « théoriquement » souterraine à ses derniers essais dans le Pacifique (je dis *théoriquement*, parce que, de l'avis des géologues de la région, ces explosions dans les îlots coralliens et basaltiques trop exigus, et à la structure peu homogène, provoquent de manière à peu près certaines des fuites vers l'Océan et des contaminations marines peut-être aussi graves que celles des essais atmosphériques).

Aujourd'hui, l'arrêt total de *tous les essais nucléaires* est à l'ordre du jour, et figure parmi les premières préoccupations des pays non-alignés, ainsi que des organisations non-gouvernementales qui vont se réunir à New-York : la France, empêtrée dans la logique du développement de sa dérisoire et dangereuse force de frappe, est dans l'incapacité de prendre une initiative aussi radicale. Plus grave-ment encore sans doute, toute la stra-

V.G.E. et P. Taittinger : « M. Désarmement »



tégie nucléaire française, qui est fondée de manière encore plus nette que la stratégie américaine, sur l'utilisation en premier des armes nucléaires dans le cas d'une guerre classique, est contradictoire avec un des objectifs principaux qui sera poursuivi à New-York par les partisans d'un véritable désarmement : l'engagement de s'abstenir de tout premier usage de ces armes.

Les contradictions entre la politique française et des initiatives sérieuses de désarmement existent aussi dans d'autres domaines, et sur des points particulièrement sensibles pour les nations du tiers-monde qui animeront cette conférence. La vente des armes de toute sorte, à n'importe quel acheteur, et particulièrement aux pays qui poursuivent des politiques racistes ou agressives, ou qui sont aux mains de régimes d'oppression caractérisés, comme l'Afrique du Sud, l'Iran, le Brésil, le Zaïre, le Maroc, etc. nous rend responsables du maintien de situations intolérables dans de nombreuses régions du monde. Comment un pays dont l'économie dépend à un tel point du trafic d'armes pourrait-il parler sérieusement de désarmement ? Mais de plus, l'interventionnisme militaire français s'est encore considérablement développé sous Giscard, que ce soit au Zaïre, au Sahara ou au Tchad. La France giscardienne reprend une politique qui n'est même plus néo-coloniale, mais qui réédite les exploits du colonialisme classique. Chaque fois nous soutenons, contre des révoltes populaires importantes et authentiques, des régimes dont la principale caractéristique est d'être les protégés et les serviteurs du capitalisme multinational. Notre pays est ainsi devenu l'exécuteur des basses besognes que les Etats-Unis ne peuvent pas, ou ne veulent pas exécuter eux-mêmes. Comment, dans ces conditions, le chef de l'Etat français aura-t-il le front d'aller devant les représentants du tiers-monde parler d'une initiative française de désarmement ? « Commencez donc par cesser d'intervenir militairement dans nos pays » lui diront bon nombre d'Africains.

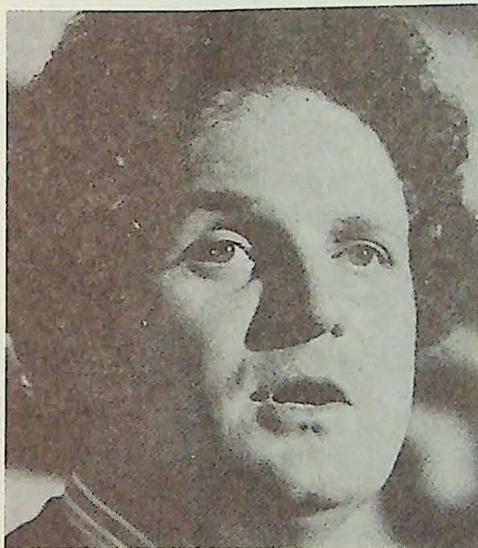
### Le danger d'une caution

On peut donc se demander s'il a été très judicieux de la part du parti socialiste d'accepter de participer à la délégation française ; cela signifie-t-il que le P.S. cautionne l'empoisonnement nucléaire du Pacifique, la force de frappe française et son premier usage dans une guerre classique (y compris l'intégration, au moins de l'armement nucléaire tactique, dans le dispositif de l'O.T.A.N., modification apportée par Giscard à la stratégie gaullienne), la vente d'armes aux régimes les plus oppressifs et l'intervention en Afrique comme chien de garde de l'impérialisme occidental ? Et si le P.S. ne cau-

tionne pas cette politique militaire, en particulier si, comme il est probable, telle ou telle attitude de la France est attaquée par tel ou tel délégué étranger ?

Le simple silence sera, en tout cas, une caution, et c'est précisément ce que recherche Giscard. L'opération est un piège, et il est regrettable que le parti socialiste y soit tombé.

Cela dit, il ne faut évidemment pas attendre des miracles de la session spéciale. Les super-puissances n'ont aucunement l'intention de désarmer et, comme je l'ai déjà écrit dans T.S., la campagne de panique sur la menace des armements soviétiques a été lancée aux Etats-Unis et en Europe pour introduire un nouveau palier d'escalade dans la course aux armements. Cette vue est d'ailleurs confirmée par l'expert américain Fred Kaplan, du M.I.T., déjà cité ici. Voici la conclusion



Jean-Pierre Cot :

Dans le piège de Giscard ?

de sa brochure « *Dubious Specter, A second look at the "Soviet Threat"* », qui vient d'être éditée par l'Institut Transnational de Washington et Amsterdam (1). « La panique à propos de la menace soviétique semble faire partie d'une campagne pour recueillir le soutien de l'opinion et du Congrès pour de nombreux systèmes d'armements nouveaux qui vont être soumis incessamment à approbation. Si ces nouveaux systèmes sont vraiment prévus pour répondre à des mesures soviétiques, ce sont là des gestes futiles et dangereux : futiles parce que l'Union soviétique trouverait très vite la riposte, dangereux parce que plutôt que d'accroître la stabilité, ces nouveaux systèmes d'armement créent l'instabilité. »

Mais précisément, dans la mesure où les nations non-alignées et les organisations non-gouvernementales voient clair dans les intentions du lobby américain des armements, il est possible que la pression collective qui s'exercera à New-York puisse appuyer les forces qui, dans l'administration Carter elle-même, s'inquiètent de ce nouveau palier d'escalade. En ce qui con-

cerne l'U.R.S.S., beaucoup de gens pensent, en particulier parmi les non-alignés et les experts américains de tendance libérale et progressiste, qu'un nouveau palier d'escalade des armements sera si lourd à supporter pour l'U.R.S.S., que ce pays fera certainement des concessions majeures si, pour la première fois, les Etats-Unis cessent de vouloir lui imposer leur propre taux d'accélération de la course aux armements. Tel sera le problème à New-York pour les nations indépendantes des blocs et les organisations non-gouvernementales. On ne voit, bien entendu, aucune possibilité pour la France giscardienne liée à l'Allemagne de Schmidt, « ultra » de l'O.T.A.N., de prendre part aux pressions nécessaires.

Claude BOURDET

(1) En vente à T.N.I., 20 Paulus Potterstraat, Amsterdam 1007, Pays-Bas (2 \$ 50).

## DIX PROPOSITIONS DU M.D.P.L. POUR LE DESARMEMENT

Le M.D.P.L. (Mouvement pour le Désarmement, la Paix, la Liberté) a mis au point un projet de changement graduel et rationnel de l'attitude française en matière d'armements, qui permettrait à la France de contribuer efficacement à la lutte pour le désarmement :

- 1) création d'un secrétariat d'Etat au désarmement ;
- 2) engagement de ne jamais utiliser les premiers une arme nucléaire stratégique ou tactique ;
- 3) arrêt de toutes les expériences nucléaires ;
- 4) arrêt de la construction de vecteurs, de sous-marins et de la production de la bombe ;
- 5) mise à l'étude par une commission de biologistes et de scientifiques des conséquences des essais nucléaires et des suites des bombardements nucléaires de 1945 ;
- 6) refus de tout système international de défense de type O.T.A.N., impliquant le nucléaire ;
- 7) participation de la France à la Commission du Désarmement de Genève ;
- 8) appui de toute mesure, même partielle, de désarmement, notamment au cours de la session spéciale des Nations Unies, et engagement de la France aux côtés des pays non-alignés hostiles à l'armement nucléaire, pour obtenir de tous les pays des mesures concrètes de désarmement, pour exercer une pression accrue sur les puissances nucléaires, afin qu'elles appliquent les accords existants, et qu'elles cessent de bloquer les négociations futures ;
- 9) ouverture d'un débat démocratique sur la force de frappe et les conditions d'une véritable défense au Parlement et dans le pays, menant à un référendum sur l'armement nucléaire dans les 6 mois ;
- 10) étude des mesures à prendre par rapport au démantèlement éventuel de la force de frappe, et à la reconversion de l'industrie d'armement, et arrêt des ventes d'armes à l'étranger.

# P.C. - P.S. Le degré zéro du débat

## Communistes : Le refus et l'espoir

Lors du comité central des 26, 27 et 28 avril, Georges Marchais a opposé un "non" catégorique à ceux qui, à l'intérieur même du P.C., ont osé critiquer la politique et le fonctionnement interne du Parti communiste. Et pourtant...

C'est non ! La direction du P.C.F. n'a commis aucune erreur au cours de la récente période, elle ne porte aucune responsabilité dans la défaite électorale de la gauche ; seul le Parti socialiste est responsable. La direction avait

raison de le dire, avant même que ne s'ouvre la discussion à l'intérieur du parti. Elle avait raison d'exiger l'actualisation du Programme commun ; elle avait raison de signer un accord de dernière heure, en renonçant à cette

actualisation. Elle avait raison de refuser l'ouverture des « tribunes de discussion » dans la presse du parti ; puisque les « règles » (et non plus les statuts) ne le prévoient qu'à la veille d'un congrès.

Les critiques qui lui sont adressées et que publie la presse « bourgeoise » ne sont pas fondées. La stratégie du parti n'a jamais varié. Celle fixée par le XXII<sup>e</sup> congrès est toujours valable. Il faut donc persévérer puisque l'échec n'est pas imputable à cette stratégie de l'union, mais à la « trahison » du Parti socialiste. Ceux qui attribuent à la direction une part de responsabilité ne sont que des petits bourgeois « liquidateurs de droite » et de « gauche ».

On verra, lors de la réunion du

## DIALOGUE A L'INTERIEUR DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS °



MILITANTS actifs du P.C.F., anciens responsables nationaux de l'U.E.C., Gérard Molina et Yves Vargas livrent collectivement leur réflexion sur la situation actuelle de leur parti. Cette réflexion, fortement critique, se situe sur le terrain politique. Il ne s'agit donc pas d'un témoignage militant ou de l'étalage de rancœurs personnelles. Les auteurs témoignent du reste de leur fidélité à leur engagement militant, nullement remis en cause.

Pour eux, le P.C.F. n'est pas un bloc ; il est traversé par des courants, non formels, non directement politiques, mais idéologiques : sectaire-stalinien, libéral-petit-bourgeois, réformiste, révolutionnaire. Courants qui ne s'expriment pas à travers des personnes, mais coexistent chez les militants.

C'est à partir de cette analyse qu'ils étudient les contradictions internes du P.C.F. et l'évolution de sa politique, dominée suivant les périodes par l'un ou l'autre de ces courants.

A leurs yeux, l'effacement de la tradition stalinienne s'est produit, notamment sur le plan de la stratégie et du mode de fonctionnement, au profit du courant libéral petit-bourgeois, tendant à adapter le parti au modèle de l'Etat actuel, le faisant verser dans l'opportunisme politique, sur la question des rapports avec le parti socialiste, de la conception de l'unité (sans mobilisation), avec la réduction du rôle du parti à celui de « parti de gouvernement », gommant ses autres fonctions. Et les conséquences de ces erreurs n'ont pas été redressées, mais aggravées par le récent revirement sectaire de la direction.

Le fond de leur critique concerne ce balancement entre sectarisme et opportunisme, ou l'alliance de ces deux tendances négatives au cours de certaines périodes. Ce qu'ils reprochent à leurs dirigeants c'est non pas de perpétuer le stalinisme, mais de ne pas trouver d'autre alternative au stalinisme que dans l'idéologie petite-bourgeoise et, dans la pratique, d'osciller entre ces deux « modèles » négatifs.

Si leurs critiques sur le programme et la stratégie ne manquent pas d'intérêt, leur réflexion reste insatisfaisante dans son ensemble. Elle ne s'appuie sur aucune analyse du stalinisme et de la bureaucratie. Elle ne débouche sur aucune perspective théorique alternative à ce qu'elle prétend dénoncer, dans la conception du parti, de son rôle et de ses structures. Sur ce plan, Molina et Vargas ne s'écartent guère des dogmes pseudo-léninistes : or, c'est justement là que se situe le nœud du problème...

F. T. ■

° Gérard Molina, Yves Vargas, Dialogue à l'intérieur du Parti communiste français, Paris, Maspero, 1978, 153 p.

XXIII<sup>e</sup> congrès, qui doit se tenir au début de 1979, dans quelle mesure pourraient être aménagées les modalités de fonctionnement et du régime intérieur du parti. En tout cas, le centralisme démocratique, tel qu'il est pratiqué par la direction, ne sera pas changé, une discussion « permanente » dans la presse et les organismes réguliers du parti étant inadmissible. Tel est le contenu essentiel du rapport de Georges Marchais lors du comité central du Parti communiste qui s'est réuni le 26 avril.

### Bientôt, la mise à l'index ?

Il n'y aura pas d'exclusions dans un avenir immédiat, mais déjà ceux qui ont osé publier leurs observations dans la presse extérieure ont soulevé, paraît-il, le mécontentement des militants. Ce n'est pas encore la réprobation et le désaveu, mais on en prend le chemin. L'attitude des opposants sera bientôt condamnée et eux-mêmes mis à l'index par la plupart de leurs camarades.

En guise de l'ouverture, tant désirée et tant attendue, les communistes ont assisté à une fermeture catégorique qui met fin au débat. Du moins au débat toléré et admis. La discussion au comité central, où quelques timides objections auraient été émises, n'a pas été publiée. Le dévouement a eu lieu. Les bouches se sont ouvertes, les opposants réels et virtuels se sont « démas-

qués » ; il sera désormais plus facile de les isoler. Il est temps que tout rentre dans l'ordre, que le remous s'apaise.. ou qu'on l'apaise.

Si rien ne doit changer dans la vie intérieure du parti, si la stratégie reste immuable, son interprétation varie. L'unité de la gauche reste un objectif prioritaire, difficile à atteindre en cette période de règlement de comptes et d'invectives. Le Programme commun reste aujourd'hui actuel, à la condition — peu réalisable — d'être « bien » actualisé.

Un glissement se fait cependant sentir. « *L'union du peuple de France* » l'emporte sur l'unité de la gauche, l'englobe et la dissout dans une alliance antimonopoliste inter-classes, dont ne seraient exclus que les détenteurs des grands monopoles. Le Parti socialiste, a fortiori les radicaux de gauche, ne sont plus des alliés privilégiés.

### Stratégie à double face

A la fermeture, intérieure, correspond une large ouverture tactique, à l'instar des partis italien et espagnol. L'eurocommunisme à l'extérieur, afin d'améliorer l'image de marque du parti ; mais la férule renforcée à l'intérieur, afin de laisser à la direction, toujours inamovible, les mains entièrement libres dans le maniement d'une stratégie à double face.

C'est à désespérer, pensent certains qui croyaient naïvement que l'appareil se laisserait déposséder de ses pré-

rogatives et de son pouvoir. Ils ont tort. Car, en dépit de cette brutale reprise en mains, ça bouge dans le parti. Moins que ne l'espéraient certains nouveaux venus, plus que ne l'attendaient ceux qui ont vécu la longue période de glaciation stalinienne.

« *Et pourtant, elle tourne* », a chuchoté Galilée, après avoir abjuré son hérésie. Il avait raison. La terre tourne, malgré la condamnation de l'Eglise qui a dû finalement le reconnaître. Le parti communiste bouge lui aussi, malgré l'approbation unanime par le comité central, ce Concile moderne, de la politique des dirigeants, qui, se croyant infaillibles, prétendent exprimer l'opinion de l'ensemble des militants et minimisent l'ampleur de la contestation.

« *Le parti change, il changera encore* », a déclaré Marchais. Il change déjà, que Marchais l'accepte ou non.

### Un cadre dépassé

Une telle explosion de mécontentement était inconcevable il y a encore quatre ans. Livres, articles, déclarations se succèdent à un rythme accéléré. Sans se faire beaucoup d'illusions quant à leurs effets à l'intérieur du parti, des militants expriment leurs critiques partout où ils peuvent atteindre les militants. Ils vont plus loin en s'adressant à un large public, le prennent pour témoin, voire pour arbitre.

Ainsi est dépassé le cadre préétabli

## TRENTE ANS DE PARTI \*

Trente ans de parti, après deux années passées très jeune à la S.F.I.O. Aujourd'hui, collaborateur habituel à la *Nouvelle critique* et à *France-Nouvelle*, Jean Rony s'interroge. C'est un universitaire. Mais son livre est d'abord celui d'un militant qui a adhéré au P.C.F. en 1949, après la répression par les C.R.S. de la grève des mineurs du bassin de la Mure. Il a aimé et il aime encore ce parti ouvrier sans pour autant le trouver confortable. Il reconnaît beaucoup de mérites, mêmes démocratiques, au fonctionnement du P.C.F. qu'il critique. L'escamotage par le P.C.F. du XX<sup>e</sup> congrès du P.C.U.S. et Budapest l'ont un moment ébranlé. Mais le réflexe de la forteresse assiégée a joué, ainsi que la guerre d'Algérie. Jean Rony ne s'interroge plus guère entre 1958 et 1968. Il reste cependant de cet ébranlement un vif intérêt pour le P.C. italien et pour Gramsci. Il s'intéressait déjà à l'Espagne qu'il connaît bien.

C'est un militant solide et discipliné qui s'interroge depuis 1968. Il n'avait pas été impressionné par son stage aux Jeunesses socialistes, dirigé par des trotskistes. Il ne le sera pas par les étudiants en mai 68. « La phrase révolutionnaire » ne l'intéresse pas.

C'est Prague qui changera tout. Rony admet mal la demi-mesure de la « réprobation » destinée à arrêter là le débat et la réflexion. Après cela il a une autre conception du phénomène « gauchiste ». Aujourd'hui, il lui reconnaît une nécessité qu'il rattache à deux interrogations fondamentales : la classe ouvrière n'est pas un monolithe ; elle se décompose et se recompose sans cesse ; il faut cesser de penser les mouvements sociaux en terme de direction et d'orientation et se préoccuper d'abord de ce qu'ils expriment.

Le troisième ébranlement, c'est le XXI<sup>e</sup> congrès en 1974 et l'exhumation du « rapport secret » de Marchais prononcé après la signature du Programme commun, en 1972. Le P.C.F. aurait dû s'apercevoir plus tôt qu'il ne fallait pas laisser la gauche se déséquilibrer au profit du P.S. Et surtout, pourquoi laisser au P.S. l'exploitation de la perspective autogestionnaire que le P.C.F.

dénigrerait, et choisir la fermeté pro-soviétique pour lutter contre le déséquilibre. Le soutien indéfectible du P.C.P. par le P.C.F. continue de l'inquiéter ; comment peut-on soutenir le mot d'ordre « A bas la sociale-démocratie » ! et ne rechigner que devant un accord avec l'extrême gauche ?

Jean Rony pose ici une question importante : n'est-ce pas faire douter de l'attachement au suffrage universel ? Question qu'il n'accompagne d'aucune réflexion sur celle de savoir si une autre démocratie plus large et plus directe, doit être ou non substituée à la démocratie bourgeoise.

Le XXII<sup>e</sup> congrès n'a pas tellement rassuré Jean Rony. Trop tard ! Et pourquoi faudrait-il faire jouer l'unanimité du centralisme démocratique pour évacuer la dictature du prolétariat, même s'il souhaitait cette évacuation ? Pourquoi la faire jouer pour étouffer la discussion sur la morale ? Mais ce congrès lui paraît porteur de beaucoup d'espérance. Il prend ses distances à l'égard de l'Union soviétique ; la prise de position récente en faveur de l'autogestion et des conseils d'ateliers s'inscrit, selon lui, dans cette logique.

Il faut en finir dit-il avec le modèle jacobin et l'éducateur ne cesse pas d'avoir besoin d'être éduqué. Il faut en finir aussi avec les formes d'organisation qui paralysent le débat politique qui ne conduisent pas seulement à l'absence de démocratie, mais à ce fait énorme : il n'est pas rare de rencontrer parmi les plus actifs des militants « que la politique n'intéresse pas. Radicalement pas ».

Beaucoup de questions sont posées par ce militant chevronné qui veut aujourd'hui que les bouches s'ouvrent, jusqu'à courir le risque de la marginalisation. Il reste que ce livre s'inscrit dans la perspective de la préparation du futur XXIII<sup>e</sup> congrès, afin que les éléments positifs du XXII<sup>e</sup> triomphent.

J.-M. D. ■

\* Jean Rony, Trente ans de parti ; un communiste s'interroge, Paris, éd. Christian Bourgois, 231 p.

du parti — avant-garde qui décide souverainement de ce qui est bon ou mauvais pour le prolétariat. Celui-ci n'est plus pris pour l'objet du débat, il en devient le sujet. C'est à lui de choisir, de trancher, de dire qui a raison, qui a tort, de s'autodéterminer. Il peut aspirer à l'hégémonie dans un vaste mouvement, dans une alliance avec d'autres classes exploitées et opprimées — classes moyennes salariées notamment — à condition qu'il se montre digne de cette hégémonie, que lui assigne sa place dans le processus de production, sa concentration industrielle, sa conscience de classe, son potentiel de combativité.

Un parti, quel qu'il soit, n'est qu'une expression historique transitoire des intérêts et des aspirations des travailleurs. Aucun ne détient la vérité absolue, aucun n'est à l'abri de l'erreur, de la défaillance, de la trahison même. Plus il est replié sur la « forteresse » de son organisation, plus la « machine » de son appareil le domine, et plus il est vulnérable, moins apte à combattre l'ennemi de classe.

Que la direction cherche à préserver l'appareil sur lequel elle s'appuie, rien de plus normal ; qu'elle défende les permanents qu'elle nomme et qui appliquent les consignes, cela va de soi ; que, dans le système où les élections ne font qu'entériner la sélection par en haut, le remous de la base n'atteigne pas le comité central, cette « assemblée générale des préfets » (Louis Althusser), seuls les naïfs peuvent s'en étonner.

La direction met dans le même sac tous ceux qui la critiquent ; aussi bien Jean Elleinstein, qui veut faire du P.C.F. un « parti comme un autre », c'est-à-dire un parti néo-réformiste, intégré dans les institutions, respectueux de la légalité, prêt à renoncer à sa vocation révolutionnaire, que Louis Althusser, qui tient à préserver l'acquis révolutionnaire du parti, à briser sa carapace stalinienne, à le lier aux masses. Ces problèmes, le raidissement de la direction ne saurait les résoudre.

### Briser la machine « bureaucratique »

Faut-il préciser que le P.S.U. suit avec une attention soutenue ce qui se passe au P.C.F., qu'il est prêt à engager à chaque instant le dialogue avec les tenants du courant révolutionnaire, et aussi avec les autres, même si, sur certains points, des différends, voire des désaccords subsistent entre eux et lui, notamment au sujet de l'auto-gestion.

La distance prise par la direction du P.C.F. à l'égard de l'U.R.S.S. ne suffit pas à exorciser le « démon stalinien » qui hante l'appareil du parti. C'est sa structure et son fonctionnement qui sont en cause. Rien d'essentiel ne changera aussi longtemps qu'un groupe restreint de dirigeants échappera au contrôle des militants.

Briser la « machine » bureaucratique, qui « tient » le parti, transformer sa structure, mettre fin à la nomination des cadres, rétablir la démocratie interne, tel est l'objet du débat qui secoue le P.C.F. De son issue dépend l'avenir du courant révolutionnaire, dont le P.S.U. forme, parmi d'autres, un modeste détachement.

La lutte sera difficile et longue. L'ampleur même de la contestation atteste cependant de la gravité de la crise. Elle ne sera pas résolue par les communistes seuls. Elle concerne le mouvement ouvrier global. C'est ensemble, par la confrontation générale d'abord, par la réflexion collective ensuite, par l'action commune enfin, que cette crise pourra être surmontée.

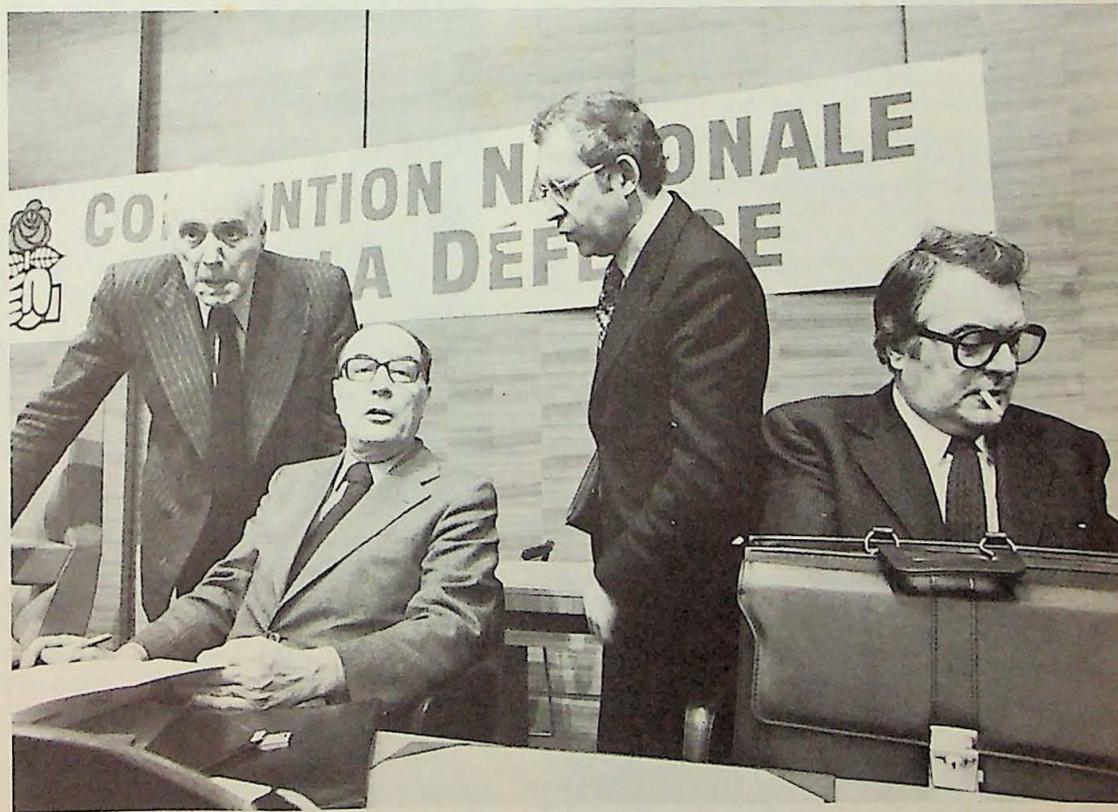
Cette action partant de la base, pour aboutir au sommet, sans s'arrêter aux accords entre les états-majors, cette unité populaire, soudée dans les comités d'action, devrait englober tous les travailleurs, inorganisés et organisés, à quelque parti, syndicat ou autre organisation, qu'ils appartiennent.

Engagée autour d'une plate-forme revendicative précise, pouvant déboucher sur un programme ouvrant la voie au socialisme, une telle action permettrait de sortir de l'impasse, de dépasser le découragement, d'engager, avec des chances de succès, la prochaine bataille avec les forces du conservatisme et de la réaction.

Victor FAY ■

## Socialistes : Concert en vase clos

Lors de la dernière convention nationale du P.S. la guerre des clans n'a pas eu lieu. Mais chacun déjà fourbit ses armes pour de futurs affrontements... inévitables.



Lequel des deux : de P. Mauroy (à droite)...

Avec une harmonieuse symétrie, la session du comité central du P.C.F. et la convention nationale du P.S. se sont déroulées dans le même climat de secret, et ont débouché sur des constats parallèles d'autosatisfaction et de reproches réciproques, bien entendu contradictoires.

Mais, alors que le P.C.F. se trouve, à la base, la proie de remous et de débats ouverts sur l'extérieur, que la direction tente de minimiser en les proclamant « marginaux », mais dont la signification et l'intérêt sont importants, les discussions internes du P.S. ne débordent pas, pour l'instant, le



cadre du parti et se réduisent même à une explication au sommet.

L'enjeu de ces discussions est pourtant considérable, à la mesure de la déception provoquée dans les rangs socialistes par la défaite électorale. Il concerne la stratégie et la tactique que pourra adopter le P.S. dans l'avenir et qui, en tout état de cause ne seront plus celles développées depuis Epinay, à partir desquelles il s'était reconstruit sur les ruines de la S.F.I.O. et de la F.G.D.S.

### Manœuvres d'approche

Plus qu'à un véritable débat, on assiste aujourd'hui au sein de la direction socialiste à la mise en place de manœuvres d'approche, à la préparation du terrain en vue d'inévitables affrontements futurs, dont on peut déjà prévoir qu'ils ne seront pas la répétition des combats internes des congrès de Pau et de Nantes.

La personnalité de Michel Rocard se trouve aujourd'hui au centre de ces travaux d'approche. Sans doute parce qu'il est aujourd'hui le seul, dans le camp majoritaire du P.S., à esquisser les contours d'un projet politique alternatif à la stratégie passée du P.S. Egalement aussi parce qu'en tant qu'homme politique d'envergure nationale (denrée fort rare au P.S.), il apparaît comme un successeur possible de Mitterrand : une donnée très importante du problème dans un parti au mode de fonctionnement présidentieliste, modelé par le cadre actuel des institutions bourgeoises.

Les rares initiateurs du débat interne, au P.S., ont été des militants qui lui sont proches, comme ceux des Yvelines — où il contrôle l'appareil fédéral après en avoir peu délicatement expulsé les anciens responsables, ou d'autres, comme Patrick Viveret, l'animateur de la revue *Faire*. Il a été subtilement mais systématiquement mis en avant par le *Nouvel Observateur*.

Il serait naïf de croire qu'il s'agit là d'un phénomène d'expression militante et d'intérêt journalistique « spontanée » ou, à l'inverse, d'une simple opération de promotion personnelle. En réalité, on se trouve en présence d'une opération politique réfléchie et dont les objectifs se situent à long terme.

### L'image Rocard

Cette opération vise d'abord à dégager Rocard de l'image droitière que ses prises de position en matière de politique économique et sociale (les nationalisations, le marché, le S.M.I.C.) lui ont données et que les attaques du P.C.F. ont renforcées. En mettant l'accent sur les luttes, sur l'action à la base, en réenfourchant le cheval de bataille de l'autogestion, quelque

peu délaissé en 1976-77, Rocard peut désamorcer les critiques anti-technocratiques.

Mais son projet est plus large. Il offre au P.S. la perspective d'une autonomisation complète par rapport au bloc PC-CGT et de la reprise de la marche en avant vers l'hégémonie au sein de la gauche. Cette perspective se distingue du traditionnel « cours droitier » purement politicien et parlementaire de la vieille droite social-démocrate. Elle offre au P.S. la possibilité de s'enraciner socialement, de reprendre l'offensive sur des terrains d'action négligés depuis trois ans au profit de la seule intervention électorale, de récupérer les courants de lutte qui se sont manifestés, en dehors des partis traditionnels, sur les fronts dits « secondaires » (écologie, nucléaire) et sur les thèmes revendicatifs dit « qualitatifs ». Il reprend en fait la démarche des Assises de 1974, abandonnée depuis, en la dégageant de son contenu unitaire, ce que peut permettre l'attitude passée et présente du P.C.F. Son écho peut être important chez les jeunes socialistes, militants ou notables, comme

Rocard a pu définir, jusqu'à présent, les moyens de cette politique.

### Les « tendances » rampantes

C'est pourquoi se dessine une sorte d'union sacrée, sans cohésion politique, visant à préserver les équilibres et les rapports de force internes et qui a au moins atteint un objectif, lors de la dernière convention nationale, en escamotant le débat et en le cantonnant au sommet.

Inévitablement, les problèmes de fond remonteront à la surface dans les prochains mois en provoquant l'apparition ouverte des « tendances rampantes » et, sans doute, des alliances nouvelles. Et ce n'est pas par hasard que la seule proposition concrète de Pierre Mauroy, principal rival de Rocard désormais, vise à réduire le rôle des courants nationaux organisés dans la vie interne du P.S., c'est-à-dire à la fois à freiner le développement de nouveaux courants et à renforcer le rôle des appareils locaux et fédéraux...

Face à ces grandes manœuvres, com-



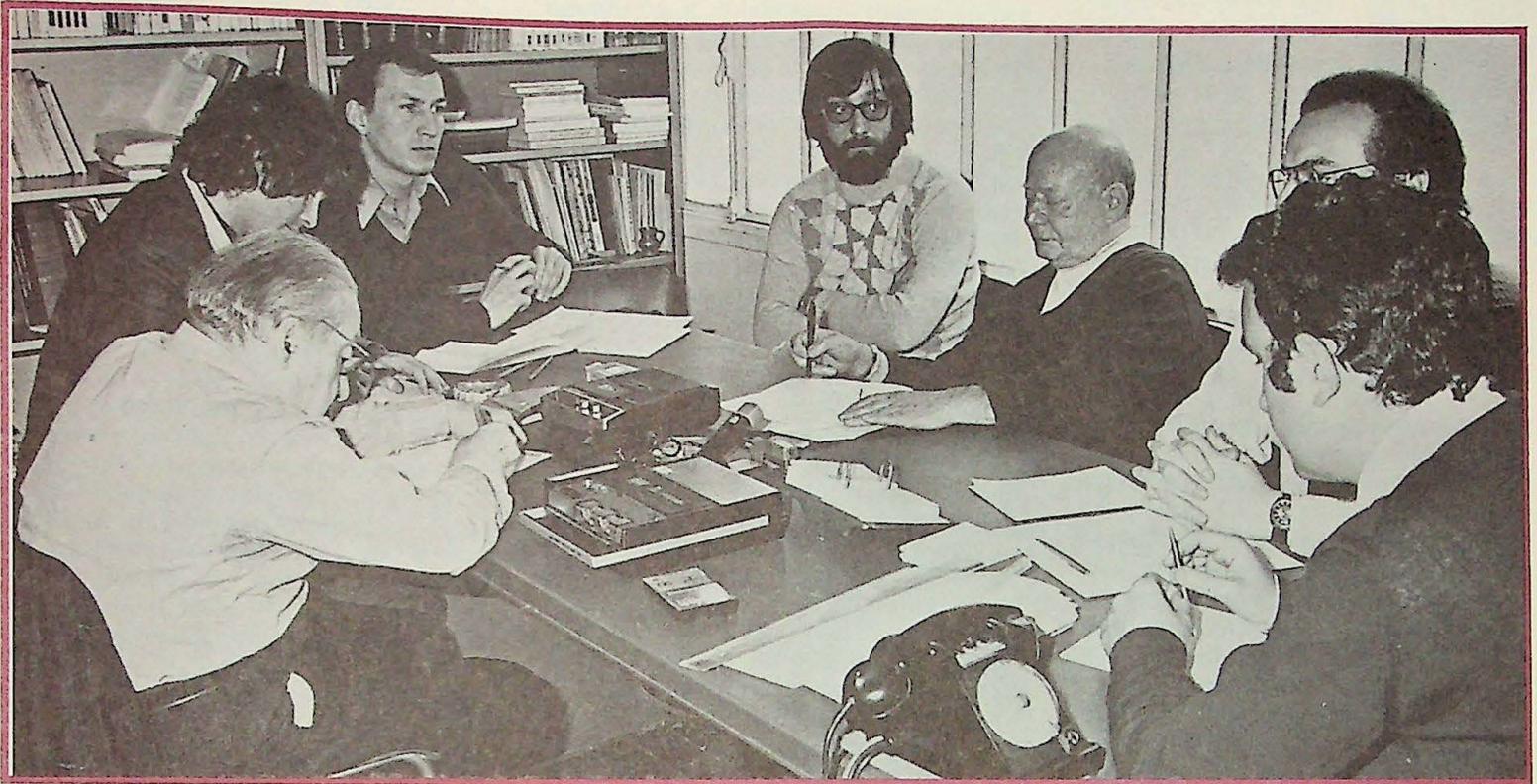
... où de M. Rocard succèdera à Mitterrand ?

dans la C.F.D.T., dont les dirigeants développent des thèmes étrangement similaires.

Pour se concrétiser, cette stratégie suppose une transformation des rapports internes du P.S. et l'émergence d'un nouveau courant, autonome, dégagé de la tutelle des chefs historiques du vieux courant majoritaire. C'est bien ce qui inquiète ceux-ci, dont les perspectives sont floues et qui subissent directement le contre-coup de l'échec du 19 mars. Car si l'ensemble de la majorité du P.S. juge nécessaire une politique d'autonomie et de renforcement du parti, seul

duites en vase clos, à ces reclassés parfois surprenants (dont l'attitude du CERES « historique » n'est pas un des moindres éléments), dans cette ère de l'après-Mitterrand des maintenant préparée, les militants ne s'expriment guère... La base reste largement absente du débat. Mais peut-être que le terrain sur lequel il se développe, celui des rivalités et des règlements de compte, celui des factions et des clans, ne lui convient pas ? Pour le savoir, il faudrait d'abord que les dirigeants socialistes lui permettent de s'exprimer...

François TURQUAN



## Union de la gauche : LES RAISONS D'UNE DÉFAITE

Les travailleurs ont été condamnés à assister, à la fois stupéfaits et impuissants, à l'éclatement de l'union de la gauche, conçue et réalisée au sommet par des états-majors ; puis à la montée des invectives et des chantages ; enfin à la défaite électorale. Cette défaite il convient de l'analyser. Les débats internes des organisations ne sauraient y suffire. " T.S. " à sa manière, s'emploie à rendre le débat plus large et plus libre.

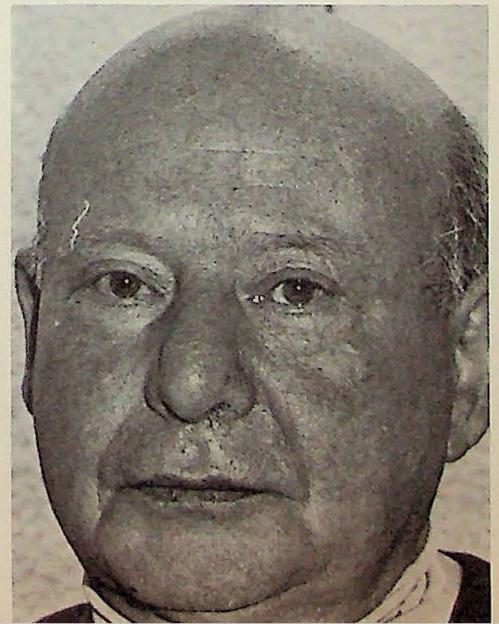
Débat organisé par « Critique socialiste »\* avec la participation de Patrick Viveret, P.S. (revue « Faire »), Alain Bergougnoux, P.S. (revue « Repères »), Bernard Manin, P.S. (revue « Repères »), Gérard Molina, P.C.F., Victor Leduc, P.S.U. (revue « Critique socialiste »), Victor Fay, P.S.U.

**Victor LEDUC :** Le débat que nous entreprenons aujourd'hui n'a pas un caractère officiel. Personne, parmi nous, ne représente ici ni une organisation, ni même un courant. En revanche, chacun parle en tant que militant. Il s'agit donc d'un débat ouvert entre militants. Nous souhaitons pour notre part qu'il dépasse les problèmes purement tactiques et qu'il pose des questions fondamentales. Problème de stratégie, de

structure, d'organisation, problèmes enfin de l'unité.

C'est un débat que, d'un mot un peu barbare, j'appellerai « transorganisationnel ». Nous l'avons voulu tel. C'est le premier de ce genre où des militants communistes, socialistes, P.S.U. débattent entre eux, chacun parlant bien entendu à partir de son expérience politique propre.

(\*) Le prochain numéro de la revue Critique socialiste publiera l'intégralité du débat dont T.S. ne reproduit que des extraits.





« Le P.S.  
n'a pas assumé  
toutes ses  
responsabilités. »

**Patrick VIVERET** : Quand on fait une analyse de la défaite de la gauche on est obligé d'élargir le champ à la fois dans le temps, c'est-à-dire remonter à cette période des dix dernières années, et dans l'espace ; il faut intégrer l'évolution des forces sociales et politiques parce que, si on limite exclusivement l'analyse au PC et au PS, on aboutira à une espèce de règlement de comptes sans avenir sur les responsabilités respectives de chacun.

Je situerais principalement la responsabilité du Parti socialiste : parce que pour ma part, je pense qu'il vaut mieux balayer devant sa porte avant de balayer devant celle des autres. Le problème principal qui est posé à travers cette défaite électorale, c'est celui de la direction politique. Je précise. Il me semble que, lors de la dernière période, le PS n'a pas assumé toutes ses responsabilités. On attendait qu'il joue son rôle de direction politique et il ne l'a pas joué. Pourquoi attendait-on qu'il joue son rôle de direction politique ? On l'attendait sur deux points principaux : d'une part sur le plan du gouvernement. C'est une question qui, me semble-t-il, ne doit pas être éludée. Quand on pose le problème d'échéances législatives ou présidentielles, c'est-à-dire quand on n'a pas un processus insurrectionnel dans un pays, la question du gouvernement, la capacité à gouverner, c'est-à-dire la capacité à proposer une direction politique à un pays, est une question déterminante. Et il est clair que, dans la période historique actuelle au moins, la société française n'est pas en état d'assumer une direction politique du pays, avec tout ce que cela comporte, qui soit assurée par le PC. C'est une chose qu'on peut regretter ; une chose dont on peut se réjouir ; peu importe. Je dirais, c'est un fait qui est reconnu assez largement, y compris, me semble-t-il, par un certain nombre de militants communistes, par un certain nombre de militants d'extrême gauche. Et le drame du PS c'est cette incapacité à poser pleinement le problème du gouvernement au sens fort c'est-à-dire pas simplement celui d'une conquête électorale de l'appareil d'Etat, mais celui de sa capacité à diriger

le processus concret d'une transformation de société, avec tout ce que cela veut dire : à la fois l'audace des transformations structurelles, mais aussi la capacité à surmonter des contradictions et des contraintes qui sont celles de la situation internationale et de la situation interne. Je dis qu'on attendait prioritairement du parti socialiste qu'il joue ce rôle. Et il ne l'a pas joué. Il ne la pas véritablement joué et y compris dans la façon dont il a réagi aux attaques du parti communiste, même si ces attaques étaient pour une bonne part injustifiées. Le simple fait de réagir contre une grille de lecture du parti communiste, c'est-à-dire en témoignant simplement de sa bonne foi, semblait manifester concrètement qu'il n'entendait pas jouer et qu'il n'avait pas la capacité de jouer pleinement ce rôle de direction politique. Et il ne l'a pas joué véritablement non plus, et c'est peut-être à certains égards plus graves, sur le plan des forces nouvelles qui sont apparues depuis 68 dans ce pays. C'est-à-dire qu'on attendait du P.S. non pas qu'il fasse de la récupération, non pas qu'il se mette à parler des femmes et des écologistes, comme on avait parlé, dans les années 70, des immigrés et des O.S. ; ce n'était pas ça le problème. Mais on attendait que les différents mouvements sociaux entendent un langage qui soit à la fois capable d'assurer une certaine perméabilité entre les problèmes qu'ils posaient et le problème du gouvernement éventuel de la France ; et, en même temps, d'une capacité de réponse, ne serait-ce que parcellaire, sur le plan spécifique du gouvernement, à ces mouvements sociaux.



« L'union  
a été pratiquée  
sur des bases  
malsaines. »

**Alain BERGOUGNIOUX** : Il faut effectivement poser la question dans une perspective historique. Mais, avant, je ferais une remarque sur le résultat lui-même : en rappelant seulement un fait. C'est quand même la première fois que la gauche a franchi le seuil psychologique des 50 % au premier tour ; cela ne doit pas être négligé. Et pourtant les commentateurs et les militants ont eu raison de noter que la défaite au second tour a un autre sens que celle

de 74. Car en 74, on attendait en fait une victoire à la prochaine échéance électorale. Or, là, il apparaît qu'il y a une interrogation sur la stratégie et peut-être une interrogation plus fondamentale sur le type de changement que proposent la gauche et l'extrême gauche au pays.

Je crois qu'on peut dire que l'Union de la gauche depuis 74 — peut-être même auparavant, mais surtout depuis 74 — a été pratiquée par les directions politiques sur des bases malsaines. Car, depuis 74, le Programme commun a servi de symbole. Il a été une sorte de fétiche ; mais en réalité, les problèmes de fond qui devaient être résolus, ne l'ont pas été. Et notamment je crois qu'il y a eu deux carences essentielles dans la pratique de l'Union de la gauche. Ces deux carences sont liées. La première c'est l'insuffisance de la dimension populaire donnée au projet de la gauche et notamment au P.C.G. Cette insuffisance de dimension populaire qui a conduit au fait que le P.C.G. n'a pas été véritablement porté par un grand courant dans le pays est lié à une question plus difficile, mais qui est sans doute la question du pouvoir. Viveret parlait tout à l'heure du problème de la direction politique. Je suis assez d'accord avec lui. Mais je poserais le problème en des termes un peu différents. Je crois qu'il y a eu une absence et c'est un problème qui a été occulté et qui a peut-être gangrené les rapports au sein de l'Union de la gauche : on a oublié, on a volontairement oublié de poser la question de l'exercice du pouvoir, du rapport à l'Etat. Dès lors cette Union de la gauche a manqué justement d'une vision claire du rapport à l'Etat, du gouvernement à la question de l'exercice du pouvoir. Et cette absence a entraîné les deux directions politiques (on pourrait le montrer sur un parcours historique de quelques années) à adopter finalement une attitude méfiante vis-à-vis du mouvement social, des travailleurs, et vis-à-vis de la population. Cette union a été réduite à un pur rapport de forces entre deux directions d'appareil. Si bien que la crise de septembre 77 n'est pas un commencement, c'est en quelque sorte un aboutissement. C'est l'aboutissement de tout un processus historique qui a été cette mauvaise construction de l'union ou ce volontaire oubli de poser la question fondamentale du compromis nécessaire, concernant le pouvoir entre les différentes formations de la gauche, parti et même syndicats.



« Trois problèmes qui n'ont pas été résolus. »

**Gérard MOLINA** : Personnellement je vois, pour ce qui concerne le PC, trois problèmes clés qui n'ont pas été résolus depuis cinq ans de travail autour de l'Union de la gauche et autour de la perspective d'une victoire. Ces problèmes sont : premièrement le rapport du parti aux masses et à leur but. En clair, non seulement le PC n'a pas permis une expression autonome et organisée des masses populaires sur la base du Programme commun ou d'autres valeurs ou d'autres enjeux ou d'autres revendications non incluses dans le Programme commun ; mais, en plus, il y a à l'évidence une méfiance à l'égard des masses à l'intérieur même du fonctionnement du PC. C'est un résidu, on peut le dire, de la période stalinienne : la méfiance à l'égard du mouvement des masses. Or, s'il y a un primat des masses sur le parti et un primat des militants sur l'appareil, il faut absolument que les luttes réelles qui se déroulent (parce qu'il y en a dans le pays, et elles prennent des formes tout à fait étonnantes) soient non pas seulement prises en compte, ou récupérées par les partis, mais que les militants du parti en soient partie prenante.

La deuxième question non résolue par le PC et de loin, c'est celle du rapport du parti à l'Etat. Il est évident qu'on fonctionnait politiquement et qu'on continue à fonctionner politiquement à l'intérieur du PC sous une forme de pratiques politiques bourgeoises ; la délégation de pouvoir continue, une stratégie massivement électoraliste. Je regrette quand même qu'on n'ait pas dit ici que l'échec des élections, c'est l'échec d'une stratégie électoraliste ; c'est-à-dire l'échec d'une optique uniquement concentrée sur une victoire électorale avec tout ce que cela comportait comme étouffement des luttes, comme renvoi des problèmes syndicaux à l'après-victoire, comme illusions données aux travailleurs sur la possibilité que le Programme commun allait répondre de manière magique à tous leurs problèmes, etc.

Rapport du parti à l'Etat ai-je dit, c'est-à-dire non seulement à la pratique politique bourgeoise, à la pratique politique étatique qui fonctionne

exactement comme la bourgeoisie l'a fait fonctionner depuis deux siècles. Mais il s'agit aussi d'une pratique à l'intérieur des appareils existants d'encadrement du mouvement social par l'Etat. Je pense essentiellement aux pratiques municipales, dont les effets sont patents dans l'échec et le recul des voix communistes dans les bastions. On constate un même recul d'ailleurs dans les bastions socialistes de plus de 40 ans. On paye une gestion municipale de collaboration avec la bourgeoisie, avec les formes bourgeoises de domination et non pas une pratique de lutte avec les masses, pratique forcément contradictoire, difficile à cerner, mais qui doit se faire jour.

Enfin troisième problème, le rapport du parti à sa base militante qui se fait jour maintenant avec les discussions, les débats multiples qu'on voit naître dans la presse après l'échec électoral. Evidemment ce problème-là, c'est la question du fonctionnement démocratique du parti ; je ne vais pas m'étendre là-dessus, les problèmes sont connus. Mais s'il faut voir comment le P.C. a pendant ces cinq années manqué à ces trois problèmes, a manqué de les poser, n'a pas cherché à approfondir ces questions, je ne vois pas dans l'abandon de principe ou d'idées qui ont été plus ou moins celles de la III<sup>e</sup> internationale et des partis qui l'ont constituée, la solution à ces questions ; au contraire. Je crois que quand on parle, pour les communistes en tout cas, comme l'a fait très précisément Elleinstein dans **Le Monde**, d'abandonner quelques conceptions et quelques idées de Lénine, il faut immédiatement poser la question : par quoi on les remplace ? C'est-à-dire qui occupe les places antérieurement occupées par les stratégies, les idées, les conceptions développées par Lénine. J'entends ici Lénine, non pas la caricature stalinienne qui en a été faite après, mais simplement des questions comme celles que j'ai posé : par exemple comment combattre l'Etat, comment faire de la politique à l'intérieur d'un système bourgeois, avec la classe ouvrière, sans être pour autant pris dans les appareils politiques bourgeois ?



« Ce qui a connu un échec, ce n'est pas l'union elle-même. »

**Bernard MANIN** : Je voudrais revenir un peu sur la question de la stratégie, plus précisément à ce bilan des élections. Ce qui a connu un échec, ce n'est pas l'union en elle-même, c'est plutôt son absence, ou sa désagrégation au cours des événements. Mais comme cela a été dit aussi, cette désagrégation était en partie portée par la manière dont l'union avait été auparavant envisagée. Je voudrais revenir sur deux points. Il y avait deux conceptions et deux pratiques en présence. De part et d'autre, la manière dont cette union était envisagée portait d'une certaine façon la virtualité de cet échec ou de cette désagrégation.

Pour ce qui est de la direction du Parti socialiste, elle porte incontestablement des responsabilités. Elle en porte d'assez lourdes d'ailleurs. Elle a cru à la dynamique mise en route par le P.C.G. dont tous les sondages lui disaient qu'elle profitait ; elle a cru que cette dynamique allait se poursuivre d'elle-même ; elle a supposé qu'en raison de la vitesse acquise, le parti allait être porté à un pourcentage de voix tel qu'il lui permettrait d'avoir une hégémonie claire sur le Parti communiste et de porter la gauche au pouvoir. Bon ! c'était là un choix stratégique. Je crois qu'il a été fait consciemment par la direction du Parti socialiste : laisser aller les choses, laisser jouer la perspective de la victoire, indépendamment de toute force de proposition. A partir d'un certain moment, la direction du Parti socialiste a bloqué les forces de propositions qui pouvaient se faire jour et, volontairement, elle n'a pas donné toute l'importance qu'elle aurait dû donner à un certain nombre de secteurs, par exemple au secteur de la lutte dans les entreprises, qui ont été, il faut le dire nettement, à l'intérieur du Parti socialiste, qui ont été tout à fait minorisés, en particulier à partir du congrès de Nantes qui a marqué un épisode non négligeable dans cette évolution. Donc, je disais que le Parti socialiste, la direction du P.S., a vu simplement là une logique qui pouvait la porter à accroître son potentiel électoral, indépendamment de toutes forces de propositions, et à ce titre elle porte une lourde responsabilité. Cela dit cette responsabilité elle n'est pas seule à la porter, car, Molina disait tout à l'heure que, la stratégie de l'union c'était la victoire de la stratégie du P.C. C'est vrai ; c'est le Parti communiste qui a porté cette idée de l'union avant que la S.F.I.O. en complète déconfiture puisse pro-

poser quoi que ce soit. C'est tout à fait certain. Il n'empêche que ça pose immédiatement le problème, majeur à mon sens, qui est celui de la façon dont le P.C. conçoit et envisage l'union. C'est-à-dire qu'il est certain que l'union et la stratégie d'union ont été portées par le Parti communiste. Reste à savoir comment, pourquoi et en quelles circonstances. Et là je crois que se trouvent posés un certain nombre de problèmes majeurs.

**Gérard MOLINA :** La question est de savoir, — on ne sera pas d'accord — si le réformisme est un courant du mouvement ouvrier et si le courant révolutionnaire est un courant qui s'y oppose, et s'y allie en même temps. Je sais qu'il y a une série de tentatives qui s'efforce de masquer cette réalité que je considère comme toujours valable ; sous couvert de deux autres origines, deux autres traditions du courant ouvrier, soit la tradition libertaire d'un côté et la tradition centraliste de l'autre. Soit encore des formes léninistes de parti d'un côté et des formes social-démocrates de parti de l'autre. Ce sont des questions, mais il n'en reste pas moins qu'il faut se demander si oui ou non le courant réformiste existe encore, quelles que soient les formes historiques qu'il prend et les organisations qui l'incarnent. Et, s'il existe, si on peut autoproclamer révolutionnaire son attitude face à ce courant réformiste. Je ne serais pas d'accord avec la façon dont le Parti communiste a mené son alliance avec ce qu'il appelle, avec ce que j'appelle, le courant réformiste. C'est sûr que les périodes d'alternance entre l'euphorie et le sectarisme ont été dramatiques pour l'union. Mais, en même temps, je crois qu'on ne peut pas s'allier et s'unir avec un Parti socialiste et un courant réformiste, quelles que soient ses formes, sans poser aussi la question du combat contre et avec lui.



« Les partis politiques ont-ils une essence ? »

**Victor FAY :** Je voudrais revenir sur plusieurs points. Le premier : Molina a signalé dans les erreurs du Parti communiste, la question des rapports entre les partis et les masses. Il n'a pas donné d'exemples. Mais je crois que l'illustration la plus

convaincante de cette méfiance de l'appareil du Parti communiste à l'égard des masses, c'est son attitude à l'égard du Parti socialiste. Cette sorte de recherche désespérée d'un contrat, d'un engagement, comme si un engagement, comme si un contrat, signé par Mitterrand lui-même, était irréversible ; comme si on ne pouvait pas revenir là-dessus. Là je citerais un exemple qui est tout à fait typique, c'est le programme du rassemblement populaire de 35 où ne figurait aucune grande réforme sociale, sur la demande expresse du Parti communiste. Ce programme était totalement anodin ce qui n'a absolument pas empêché l'intervention populaire d'imposer une série de réformes que, non seulement la direction du gouvernement, mais aussi les représentants de la bourgeoisie se sont empressés d'entériner.

Je crois qu'il faudrait souligner cette sorte de méfiance qui au Parti socialiste prenait d'autres formes, d'autres aspects. Dans le contexte politique de la veille des élections, elle a pu jouer un rôle déterminant dans cette attitude du Parti communiste qui ne s'est pas rendu compte qu'un mauvais compromis aboutissant à la défaite électorale de la droite permettait de déclencher, d'engager un mouvement de masses qui, probablement, aurait très rapidement dépassé les accords de sommet. Si la rupture, par ailleurs, a été tellement aisée et tellement rapide, c'est parce que c'était exclusivement des rapports de sommet, que le large public populaire n'était pas engagé, qu'il était réduit au rôle de spectateur et d'auditeur et qu'ainsi, les initiatives populaires, l'activité de la masse des travailleurs ont été en grande partie neutralisées par le fait accompli, par une sorte de forum où se déroulaient les combats singuliers entre les états-majors.

Mais il faut aller beaucoup plus loin : aborder le problème des partis traditionnels. Est-ce que vraiment, comme tu l'as dit, les partis ont une essence ; le Parti socialiste étant un parti réformiste par prédestination et le Parti communiste, un parti révolutionnaire ? Est-ce que nous n'assistons pas à des changements internes ? En réalité chacun de ces partis est hétérogène. Les structures actuelles ne recouvrent pas les courants ou les tendances, les programmes à l'état pur. Il y a des dominantes. La dominante est réformiste au Parti socialiste. Je crois que c'est l'évidence, et personne ne peut la nier pour le moment ; peut-être que ça changera ultérieurement ; je le

voudrais bien. La dominante au Parti communiste, c'est encore la tradition stalinienne non surmontée. L'évolution, la lutte interne, les confrontations, les affrontements prouvent à quel point ces deux grands partis du mouvement historique ouvrier sont maintenant en porte-à-faux par rapport à la réalité de la société actuelle et de la classe ouvrière. Porte-à-faux parce que l'expérience réformiste dans l'ensemble a échoué et a abouti, en règle générale, à la renonciation aux transformations fondamentales de la société ; à la volonté de l'aménagement dans les meilleures conditions du régime existant. Dans certaines conditions, notamment par exemple en Suède, à une sorte de division du travail. Vous les capitalistes vous êtes très malins pour produire les valeurs d'usage ; et nous les prolétaires, nous nous efforçons de diminuer la part de la plus-value et de vous enlever le maximum de vos bénéfices et des profits. Cette sorte de division du travail a abouti à l'impasse. C'était possible un certain temps, ce n'était pas possible tout le temps. L'échec historique de la social-démocratie, du courant réformiste international, me paraît inscrit maintenant dans la réalité historique. L'échec de l'expérience stalinienne, au bout de tant d'années, me paraît également inscrit dans la réalité historique. Cet échec ce n'est pas seulement un échec là où les staliens ont eu le pouvoir ; ou, comme vous le définissez, là où ils ont instauré le stalinisme d'Etat. L'échec est aussi patent là où la conquête du pouvoir n'a pas encore eu lieu ; où le parti est minoritaire ; et où, tout en étant minoritaire, il a instauré un mode de fonctionnement, imité les formes autoritaires de direction.

Echec profond parce que dans le premier comme dans le deuxième cas les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière ont été négligés et souvent trahis. Cela aboutit incontestablement à un trouble et à l'apparition des aspirations, des tendances nouvelles, originales et particulières qui n'arrivent pas à s'exprimer dans les structures existantes du mouvement ouvrier.

Ce qui frappe maintenant c'est le caractère dispersé du courant que vous appelez révolutionnaire. Cette parcellisation de ce qui aurait dû être la tendance dominante du mouvement ouvrier. C'est une tragique contradiction entre la faiblesse du courant révolutionnaire et les possibilités, les virtualités qui existent actuellement dans la société capitaliste avancée. ■

# L'euphorie des patrons

L'« ouverture » de Barre et Giscard, c'est avant tout celle des marges patronales.

Atmosphère joviale, la troupe victorieuse se partage le butin. Malheur aux vaincus ! D'un air bonhomme, le Président annonce les résultats de 1977, l'accroissement des bénéfices (377 millions de francs), l'augmentation de 32 % des dividendes. Dans l'assistance de cette assemblée générale des actionnaires de la C.G.E. une main se lève, celle d'un petit actionnaire bedonnant sorti tout droit d'une caricature de Daumier : « Dites-nous, Président, ce qui nous vaut cette année, au milieu de tant de bonnes surprises, de recevoir ce superbe appareil transistor ? »

Réponse d'Ambroise Roux, P.D.G. de la C.G.E. : « Mais, mon cher ami, c'est pour fêter ensemble la victoire de la majorité. » Tonnerre d'applaudissements, cris, délire, orgasme financier collectif. Ecœurement. L'euphorie se propage. « Près de huit sociétés sur dix ont augmenté leur dividende » titre sur cinq colonnes *Le Nouveau Journal*. Plus besoin de se camoufler ; il ajoute : « Les entreprises les plus généreuses n'ont pas hésité à majorer d'un seul coup le montant de leur coupon de plus de 100 % . » Générosité.

## Pour l'essor des activités compétitives

Les patrons veulent la liberté des prix, ils l'auront à partir de juillet. Les patrons veulent des avantages fiscaux nouveaux pour l'actionnariat, ils les auront. Ils veulent la trêve fiscale, c'est promis. Ils veulent la liberté totale de licencier, Barre la leur a garantie ; « Les moyens considérables consacrés à maintenir en vie des installations industrielles sans avenir seront mieux utilisés à stimuler l'essor d'activités nouvelles, compétitives », a-t-il déclaré devant l'Assemblée nationale. On ne peut être plus clair.

Barre et les patrons promettent l'ouverture : les tarifs publics augmentent de 10 à 15 %, les hausses des produits industriels (automobiles, médicaments, produits alimentaires...) sont déjà programmés pour les prochaines se-

maines, les loyers redeviendront quasiment libres à partir de juillet. Le S.M.I.C. augmente de 39 centimes l'heure (3,8 %), relèvement qui éponge à peine la perte de pouvoir d'achat enregistrée depuis décembre. Générosité.

## Assainissement

Elle ne cède rien la bourgeoisie triomphante. Au contraire, elle présente aux travailleurs la note de la frousse qu'ils lui ont flanquée. Aux travailleurs le plafonnement des salaires, aux travailleurs le financement du déficit des entreprises publiques, ou le prix de la rentabilisation des services collectifs — la C.G.T. fait remarquer que pour une consommation représentant 36,4 % de la consommation totale d'électricité, la clientèle domestique et agricole participera pour

53,8 % à l'augmentation des recettes d'E.D.F. alors que les 600 plus gros clients, qui consomment 30 %, ne participent que pour 15 %.

Limités sur leurs salaires, les travailleurs vont ressentir de plein fouet l'accélération de la hausse des prix : la « norme » d'inflation retenue par R. Barre pour l'ensemble de l'année 1978, + 6 %, sera atteinte dès cet été. Assainissement, disiez-vous. Et les patrons ne peuvent même plus évoquer, pour expliquer cette inflation, la hausse du prix des matières premières importées : en un an elles ont baissé de près de 30 % ; quant au pétrole, l'O.P.E.P. vient de faire remarquer que ses revenus avaient en 4 ans perdu 70 % de leur pouvoir d'achat. Encore quelque mois et la hausse de 1973 aura été complètement récupérée par les pays industrialisés.

N'hésitons pas à le répéter, puisque la situation actuelle en apporte de nouveau la démonstration. Ni les salaires, ni les matières premières ne sont les responsables de l'inflation ; elle trouve sa source dans la volonté des patrons de garantir et augmenter leurs marges, avec comme seule limite l'équilibre des échanges commerciaux et la tenue du franc. Barre a réussi à force de plafonnement des salaires, de stagnation de la production intérieure et de subventions des exportations (l'assurance COFACE pour les risques économiques encourus sur les marchés étrangers a coûté en 1977 5,5 milliards de francs aux contribuables...) à retrouver un équilibre chaotique pour la balance commerciale, dégageant ainsi une certaine marge de manœuvre qui explique la nouvelle manœuvre des marges patronales.

Martial ANVERS ■

## VACANCES EN GRECE

Départ de Lyon et Paris chaque lundi.

- Séjours chez l'habitant, en bord de mer, dans l'une des Cyclades, Naxos.
- Circuits du Péloponèse.
- Circuit - séjour.

Voyage en avion ou dans votre voiture.

DEPUIS 1 590 F

## ET AUSSI...

Algérie, Yougoslavie, Turquie, Italie, Autriche, France  
Asie du Sud-Est  
Amérique du Nord et Amérique Latine

Programme d'été sur demande  
ARIEL - 12 A, boulevard des Brotteaux  
69006 LYON - Tél. (78) 52-56-48

## CFDT : pour de nouvelles pratiques

Le dernier Conseil national à la recherche d'autres liens entre le social et le politique.

Quelques semaines après l'échec de la gauche, le conseil national de la C.F.D.T. des 26 et 27 avril, avait comme objectifs de tirer les leçons de la période précédente, de répondre à la poursuite de la politique du pouvoir, de définir de nouveaux axes et de nouvelles méthodes d'action.

La résolution générale qui résume ces réponses a donné satisfaction à une large majorité des participants : 88 % de pour et 12 % d'abstentions (fédérations de la banque, Hacuitex, construction-bois, alimentation et la région d'Auvergne). Sa principale nouveauté réside dans le recentrage sur une action syndicale qui puisse obtenir des résultats, y compris partiels pourvu qu'ils soient significatifs. De l'autocritique sur un certain attentisme pré-électoral, sur une vision trop centraliste des objectifs et luttes, la C.F.D.T. a tiré les leçons pour redonner vigueur aux trois éléments de la vie syndicale : revendications, actions, négociations.

### Un trop grand optimisme ?

L'insistance mise sur ce troisième point, qui a suscité une multitude de critiques et d'interprétations, demeure le point de friction le plus significatif, le plus controversé. En effet E. Maire (qui s'en est longuement expliqué dans notre dernier numéro de T.S.), qui était le rapporteur, s'est vu reprocher son trop grand optimisme sur la volonté d'ouverture du patronat et du gouvernement.

Des précisions apportées ont permis de lever les ambiguïtés en particulier sur le S.M.I.C. à 2 400 F, sur le droit à la retraite à 60 ans (oublié comme revendication essentielle dans le projet de résolution). Les récentes rencontres avec le C.N.P.F., comme les propositions de Barre pour geler les luttes sociales par quelques mesures dérisoires (les 21 F pour les smicards), les quelques négociations acceptées dans certaines branches démontrent que le patronat ne veut lâcher que des miettes.

Cela confirme à posteriori les méfiances de certains sur une stratégie qui risquerait de dérapier vers le seul souci de négocier. Une fois de plus le débat le plus important de la période demeure celui sur la nature des rapports de force à mettre en jeu contre le patronat. Les orientations du bureau national ont sur ce point été peu contestées. La condition que l'action articulée s'appuyant sur les luttes professionnelles et inter-professionnelles à partir des entreprises est susceptible de créer une nouvelle dynamique a été largement acceptée. Clarté des objectifs, unité d'action avec la C.G.T. et recherche du meilleur débouché possible à l'action, tels seront les principes essentiels de la mobilisation qu'entend créer la C.F.D.T. dans les mois à venir.

### Une certaine remise en cause

La centrale cégétiste a donc défini une stratégie qui met en jeu de nouveaux mécanismes de luttes sociales. A son double discours selon les cir-



constances sur la mobilisation sociale ou sur les débouchés politiques, elle substitue une démarche qui veut rénover les deux à la fois. La nouvelle notion dégagée par la C.F.D.T. pour l'expliquer est celle de l'union des forces populaires dans le quotidien. Cette idée comporte une certaine remise en cause de la stratégie définie en 74. Celle-ci a été jugée trop axée autour des manœuvres des directions politiques et syndicales. Cette critique plus implicite que formulée nettement, était déjà celle qu'apportaient certaines organisations à l'opération « assises pour le socialisme ».

Cette remise en cause produirait-elle une autre conception des liens entre mobilisation sociale et luttes politiques, dégagée du carcan politique ? La C.F.D.T. a en tout cas décidé d'en débattre et de tenter de la mettre en œuvre. Le jeu des institutions sociales créées par la bourgeoisie et les limites imposées par l'état actuel des partis de gauche seront les véritables goulots d'étranglement de cette stratégie. Elle devra aussi tenir compte des rapports de force qu'il est nécessaire d'instaurer avec un patronat et un pouvoir décidés à prolonger la diminution du pouvoir d'achat et le chômage.

Yves SPARFEL ■

## L'AUTOGESTION EN POURCENTAGE

Ce que pensent les Français de l'autogestion. Tel est le thème d'un sondage SOFRES-Expansion dont le numéro de l'Expansion de mai publie les résultats. Ils sont significatifs à la fois de la richesse du thème, mais aussi de la vision politique qu'en ont les gens. En effet, l'autogestion c'est la réduction de l'éventail des salaires, pour 53 % des sondés, la participation à l'organisation du travail pour 50 %, à la gestion pour 46 %. Par contre, l'autogestion c'est l'élection du patron pour 15 % seulement et l'abolition de la propriété privée de l'entreprise pour 11 %.

L'autogestion apparaît donc aux Français essentiellement comme une réorganisation du fonctionnement de l'entreprise et non comme un projet politique, sinon à long terme. L'incompréhension politique de l'autogestion est révélée par un autre aspect du sondage où les Français estiment que les personnalités qui ont le plus de sympathie pour l'autogestion sont dans l'ordre : Rocard (30 %), Marchais (27 %), Mitterrand (27 %), E. Maire (26 %), Ségué (24 %). Ce hit-parade des « autogestionnaires » ressemble fort à celui des hommes les plus connus à gauche. Un oubli des sondés : Marchais s'est rallié à l'idée d'autogestion en 1977. Cette bonne cote (pourant mal taillée) permet à Michel Doumenc de parer le XXII<sup>e</sup> Congrès du P.C.F. de l'élaboration d'un projet autogestionnaire, dans un article récent de l'Humanité.

Il est vrai qu'il se hâte ensuite de lui donner comme principale perspective : le socialisme aux couleurs de la France !

Ceyrac, le président du C.N.P.F., éprouve, lui aussi, une certaine sympathie pour le projet autogestionnaire : celui de décentraliser le pouvoir économique des patrons vers les cadres et les chefs d'équipes. Il le dit dans un face-à-face avec E. Maire dans le même numéro de l'Expansion. Maire lui rétorque bien entendu qu'il ne s'agit pas de partager une dictature mais la démocratie...

Tout cela démontre que quelques clarifications sont nécessaires sur le projet autogestionnaire afin d'éviter qu'il ne soit dépossédé de son contenu.

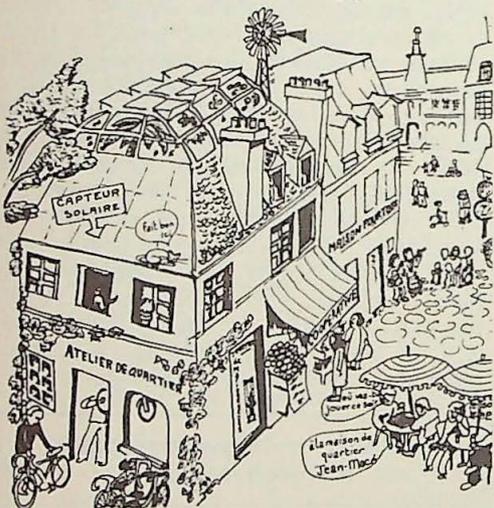
Y. S. ■

## Front autogestionnaire : Une rencontre nationale

Les 6 et 7 mai, quelques deux cents militants autogestionnaires se sont rencontrés à Paris.

La séance du dimanche après-midi qui clôturait la rencontre s'est organisée autour de quatre préoccupations : 1) le rapport de la commission initiatives ; 2) le rapport de la commission structures ; 3) l'élection d'un collectif du Front autogestionnaire ; 4) le sigle du Front.

Les propositions des rapporteurs et



la discussion ont conduit à un certain nombre de décisions :

1) *Initiatives* : les tâches du Front peuvent être rassemblées en quelques points non limitatifs : « donnez la parole » : par exemple un meeting ou une brochure sur un thème précis permettant l'expression de la diversité des opinions et témoignages (on aurait dû le faire à propos de la marée noire).

Permettre une confrontation et une élaboration sur des thèmes fournissant un apport au combat des militants autogestionnaires (colloques et rencontres sur des problèmes bien délimités).

Diffusion de l'information sur les expériences et les luttes (en visant à fournir plutôt des éléments de réflexion que des « positions »).

Permettre la mise en relation de ces expériences avec une réflexion sur les stratégies politiques (qui sont aujourd'hui en crise dans les partis de l'ex-union de la gauche).

Ces axes de l'intervention ont suggéré diverses initiatives :

- organisation de rencontres : plu-

sieurs thèmes ont été envisagés : production et conflits sociaux, les conflits longs et leur débouché, les problèmes de l'emploi et les politiques d'investissement (municipale, etc) ; consommation et problème de l'emploi ; nucléaire, énergies alternatives et leurs incidences économiques ; le viol et la justice ; démocratie et liberté, etc.

Ces thèmes ne pourront évidemment tous être retenus pour l'immédiat, une sélection s'impose (en même temps qu'une délimitation plus nette des sujets abordés).

● l'édition de « Cahiers » permettant la rencontre, notamment sur les problèmes dits de production, de militants d'origine diverse (ou séparés par l'appartenance syndicale).

● une rencontre nationale (convergence autogestionnaire) devrait se tenir à l'automne pour préciser les bases sur lesquelles peut se développer la construction du Front autogestionnaire dans la période à venir.

2) *Structures* : le rapport de la commission (adopté) précise l'autonomie des groupes de base ; un collectif du Front provisoire jusqu'à la rencontre de l'automne aura pour tâches :

- d'assurer la mise en œuvre des initiatives décidées par la rencontre,
- de préparer la rencontre de l'automne,
- d'éditer le bulletin interne,
- de prendre des initiatives en liaison avec l'actualité après consultation des groupes locaux.

3) *Un collectif provisoire de 18 membres a été élu.*

4) *Diverses critiques et suggestions* ayant été émises à propos du sigle (Front autogestionnaire), la question est laissée en discussion dans les groupes locaux et sera ré-examinée lors de la rencontre de l'automne.

## Bilan et perspectives

Les représentants des collectifs locaux et des militants autogestionnaires (syndicalistes, femmes, nationalistes, non-violents, écologistes, etc.) se sont rencontrés pour la première fois les 6 et 7 mai à Paris.

Ils ont analysé leurs activités et affirmé la nécessité d'en assurer le développement. Cette nécessité s'impose d'autant plus à eux que les appareils traditionnels, dans la crise que traverse la gauche, se retranchent dans des démarches opposées à l'aspiration générale d'unité d'action populaire et risquent d'affaiblir le potentiel de lutte des travailleurs face au pouvoir du gouvernement et à celui de l'argent. Cette nécessité s'impose d'autant plus que de très nombreux militants s'interrogent après l'échec du 19 mars et aspirent à la constitution d'une gauche différente.

La rencontre a confirmé la vocation du Front autogestionnaire à constituer un lieu de rassemblement, pour le débat et pour l'action, des hommes et des femmes qui aspirent à un changement de société et luttent en ce sens, notamment sur les grands axes suivants : remise

en cause des finalités et des modalités de la croissance, pour un autre développement, contre l'armement nucléaire, pour la démilitarisation de la société et une défense populaire ; la rupture avec le système capitaliste d'exploitation et d'aliénation, pour le développement du contrôle ouvrier et populaire dans les entreprises, les quartiers et les villages ; la remise en cause de la division sociale des rôles entre hommes et femmes, pour les droits des femmes ; pour le droit à l'identité et pour les libertés.

Dans les luttes actuelles, le Front autogestionnaire interviendra pour l'emploi pour tous, la réduction de la durée du travail, l'extension des libertés, le refus du gaspillage d'énergie, du nucléaire civil et militaire, de la destruction de l'environnement, du pillage du tiers monde.

La rencontre a mis sur pied un collectif provisoire et décidé la parution d'un bulletin de liaison destiné à l'échange des expériences et des idées. Son adresse : B.P. 89, 75722 Paris Cedex 15.

## Océan indien : Les gendarmes de l'or noir I - Tricolores et Yankees

Pour l'Occident, le prix de l'Océan indien est en hausse ; l'U.R.S.S. y pousse aussi ses pions. A terre, sur la côte et les îles, les populations prennent peur devant cette "militarisation" à outrance.

**L**ui le sait, qui s'en soucie ? La France est la première puissance maritime militaire de l'Océan Indien. Et c'est l'amiral Lannuzel, chef d'état-major de la marine, qui s'en vante. Puissance et gendarme. Une garnison de 4 500 soldats d'infanterie de marine, de la légion ou de l'aviation à Djibouti, maintenue avec l'accord des autorités du jeune Etat indépendant, en attendant que la région se calme. Des troupes fortes de plus de 3 000 hommes à la Réunion — un régiment de parachutistes, une base aérienne — dernier point d'appui « sûr » de la France dans cette région du monde. Une unité de la Légion à Mayotte, l'île détachée de l'ensemble comorien malgré les protestations du gouvernement de cet Etat et de la quasi-totalité de la communauté internationale. Des contingents de quelques hommes dans une poussière d'îlots situés autour de Madagascar — les Glorieuses, Tromelin, Europa, Bassas de India, Juan-de-Nova — minuscules, mais bien placés, sur la route des pétroliers, aux alentours d'îles qui se sont affranchies de la tutelle étouffante de Paris, non loin des côtes du Mozambique et de l'Afrique australe.

Et puis la flotte : un ensemble de 15 à 20 navires, selon les périodes ; des effectifs embarqués de 2 500 à 4 000 hommes ; un dixième des moyens de la marine nationale, et un cinquième des bâtiments effectivement en mer. Un amiral embarqué à bord du « Charente » commande une force d'intervention permanente composée de plusieurs avisos-escorteurs, de deux sous-marins d'attaque, d'une frégate ou d'un escorteur d'escadre. Ces navires sont assistés par des bâtiments logistiques : des pétroliers-ravitailleurs, un transporteur de troupes et de chalands de débarquement, un navire-atelier ultramoderne — le Jules Verne, véritable arsenal flottant. Périodiquement, des « groupes d'escadre » viennent renforcer cette flotte permanente pour des « campagnes » à durée limitée qui ont pour nom « Saphir », « Mousson », etc. : ils sont centrés autour d'un bâtiment à forte couverture aérienne, comme les porte-avions Foch ou Clé-

menceau, ou le porte-hélicoptères Jeanne d'Arc.

### Les zones « chaudes »

Cette flotte, disséminée dans l'Océan Indien, patrouille dans les zones « chaudes » : le détroit de Bab-El-Mandeb, près de Djibouti et d'Aden, et la mer Rouge — entre l'Arabie saoudite et l'Erythrée ; le détroit d'Hormuz, qui conduit aux pétrolifères des émirats arabes et de l'Iran ; les passages étroits à l'est de l'Océan, le long des archipels philipins ou indonésiens ; la côte est-africaine et le canal du Mozambique ; les petites îles « françaises » dépendant de la Réunion, ou les terres australes et antarctiques où séjournent des missions scientifiques ; la zone du Cap, au large des côtes sud-africaines. Les navires relâchent dans les ports des pays amis : Djibouti bien sûr, mais aussi l'Afrique du Sud, l'île Maurice, le Kenya, l'Arabie saoudite, l'Indonésie.

Les commandements régionaux sont à la Réunion (forces sud océan Indien), à Djibouti (zone nord) et sur le Charente (flotte). Ils sont reliés à la salle d'opérations de la marine nationale, dans l'immeuble à colonnes néo-grecques de la place de la Concorde, et au P.C. souterrain du ministère de la Défense, rue Saint-Dominique. Là, des officiers supérieurs poussent des pions sur des cartes, lisent les télex, chiffrent des messages, étudient les situations heure par heure : le « Kriegspiel » ! Dans le sud de la France et en Bretagne, les unités d'intervention de la II<sup>e</sup> division parachutiste et de la 9<sup>e</sup> division d'infanterie de marine se tiennent prêtes pour renforcer les troupes stationnées « outre-mer » : elles peuvent être acheminées par les avions de transport militaires Transall — qui ont déjà servi en 1977 au Zaïre et en Mauritanie, et depuis le début de cette année au Tchad — ou par des avions de ligne réquisitionnés.

Ce dispositif, qui est maintenant rôdé, est en place depuis 1973. Mission : protéger les intérêts français dans cette région, garantir la liberté de passage des convois pétroliers, montrer le pa-

villon français pour rassurer les pays amis et impressionner les ennemis potentiels ; et équilibrer la présence navale soviétique. L'esprit : officiellement, à l'échelon supérieur, on proteste de ses intentions pacifiques, et on se félicite de l'utilité d'une présence qui est avant tout une contribution à la paix dans cette région. Mais certains officiers, formés dans l'esprit de la « colo », anciens des campagnes d'Indochine et d'Algérie, ont une vision plus sommaire : « Défendre l'Occident... Contenir les rouges... Maintenir les couleurs de la France dans les « derniers carrés » encore contrôlés. » Pour les troupes ou les piou-pious, c'est encore plus clair : « Les Nègres sont tous des Canaques ; il est normal que les Blancs leur montrent le bon chemin... » Pour le reste, ils attendent la quille, la fin de la campagne, et — à défaut — les « descentes » dans les bordels des ports.

### U.S.A. : « Pouvoir orienter les événements »

Les Etats-Unis, très attentifs à la situation dans l'Océan Indien, ont axé l'essentiel de leur dispositif sur l'îlot de Diego-Garcia, au beau milieu de toute cette zone. Cette île, qui dépendait de l'île Maurice, a été achetée au gouvernement local du Dr Ramgoolam par les Britanniques, en 1965, pour quelques millions de livres, en échange d'une promesse : l'indépendance deux ans plus tard. Le gouvernement mauricien, talonné par son opposition de gauche, s'en mord aujourd'hui les doigts : les deux mille habitants de l'île ont été déportés aussitôt et ont attendu près de dix ans de recevoir des compensations ; et surtout, Londres a rétrocédé l'île aux Américains, pour une cinquantaine d'années.

Le Pentagone en fait actuellement une sorte de porte-avions fixe, une base pour ses sous-marins nucléaires, un centre d'écoute et de transmissions. Depuis 1974, le congrès U.S. a voté des crédits d'un montant d'un milliard de francs, et la base est déjà largement opérationnelle. L'amiral Elmo Zumwalt,

chef d'état-major de la marine U.S. en 1973, avait expliqué la position américaine : « L'océan Indien est devenu la région où l'on risque de voir se produire les glissements les plus importants de la balance des pouvoirs dans les dix prochaines années. Nous devons donc avoir la possibilité d'orienter les événements dans cette région, et la capacité d'y déployer notre puissance militaire qui doit être un élément essentiel de notre influence. C'est la principale raison pour laquelle nous avons prévu de nous installer à Diego Garcia. »

Le Pentagone, qui bataille à Washington pour éviter que le Congrès ne rogne sur les crédits de la marine, n'a obtenu de construire la base de Diego Garcia qu'en brandissant devant les élus américains la menace soviétique. Plutôt que de construire de nouveaux porte-avions nucléaires, la chambre s'est résignée à accepter la création de ces installations, censées « équilibrer » dans cette zone la présence d'une base soviétique à Berbera, un port somalien. Les Russes ont été chassés de Somalie en novembre dernier ; mais il n'est pas question pour autant de démanteler Diego Garcia...

En outre, la marine américaine dispose d'une petite flotte permanente basée à Bahrein, dans le golfe arabe : c'est la « Middle East force ». Et, notamment depuis la guerre du Bangladesh et les guerres israélo-arabes de 1973, elle envoie périodiquement dans l'océan Indien des « forces spéciales » détachées de la VII<sup>e</sup> flotte du Pacifique, entourant un porte-avions géant du type Constellation, Midway ou Enterprise (100 avions, 5 000 hommes, propulsion nucléaire).

Pour les Etats-Unis, cet intérêt s'explique aisément : 25 % de leur consommation de pétrole provient encore du

Golfe arabe ; et les capitaux U.S. contrôlent à eux seuls la moitié des industries extractives des émirats et de l'Iran. Par ailleurs, les multinationales basées aux Etats-Unis dépendent encore des routes de l'océan Indien pour leur accès à une série de minerais stratégiques, comme le béryl, l'uranium, le chrome, l'or, l'antimoine, le cuivre, le nickel.

### L'Iran, gendarme « local »

Mais pour assurer la sécurité de leurs approvisionnements et maintenir leur contrôle sur les zones ou les voies de passage bordant l'océan Indien, les Etats-Unis se reposent essentiellement sur quelques alliés régionaux qu'ils ont contribué à équiper, et dont ils contrôlent indirectement l'économie et l'armée, comme l'Iran dans la zone du golfe Persique, l'Arabie saoudite pour la mer Rouge, l'Afrique du Sud dans la zone australe, et l'Indonésie ou l'Australie à l'est de l'océan Indien.

Le plus audacieux de ces « gendarmes » locaux est l'Iran. Grâce à l'aide financière de Ryad, il a pu acquérir une flotte de destroyers lance-missiles, constituer l'escadrille d'Hovercraft la plus importante du monde, se lancer dans la construction de la plus grande base militaire de l'océan Indien, à Chahbahar. Le Chah ne rate d'ailleurs pas une occasion d'affirmer qu'il est prêt à assurer lui-même la sécurité de cette région : il a envoyé des troupes pour mater l'insurrection du Dhoffar, en 1975 ; il a proposé ses services récemment à la Somalie ; ses rapports avec Prétoria sont étroits, notamment sur le plan militaire.

La diplomatie américaine a également les moyens d'influencer l'Arabie saoudite, le Soudan et l'Egypte — les

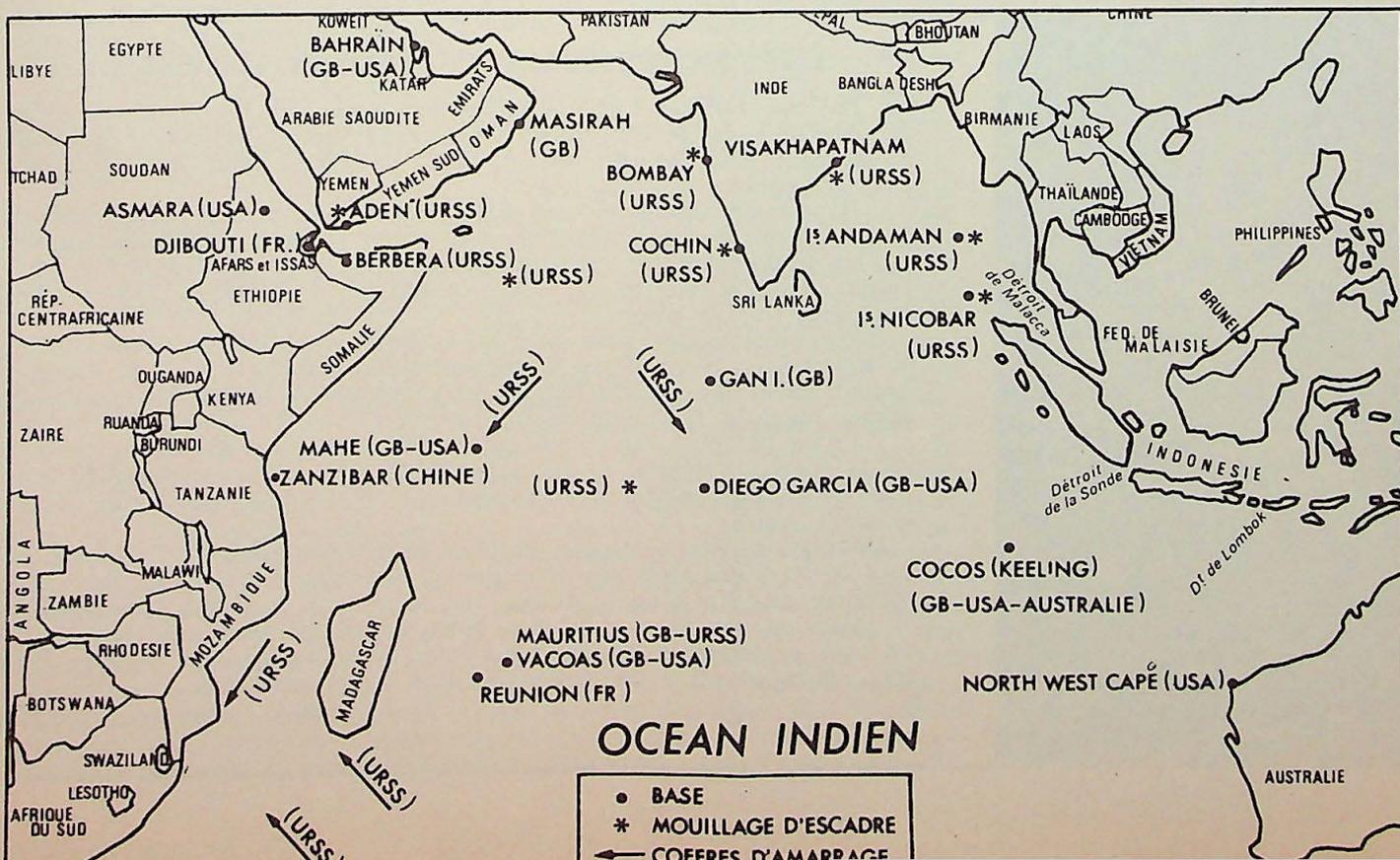
principaux pays de la mer Rouge (pour ne rien dire évidemment d'Israël). Elle appuie encore le Kenya, qui est un peu à la côte est-africaine ce que la Côte d'Ivoire représente pour l'Afrique de l'Ouest : une vitrine capitaliste. Mais elle a une inquiétude majeure : la route du Cap.

### L'Afrique blanche : « Sentinelle de l'Occident »

L'Afrique du Sud, qui dispose d'une flotte et d'une armée équipées essentiellement grâce à l'Etat français, se pose bien sûr en « sentinelle de l'Occident » en Afrique australe. Ses dirigeants ne sont pas loin de mettre sur le même pied leur politique d'apartheid et les exigences de la sécurité du monde capitaliste. Par-delà les vieilles solidarités de type racial qui unissent les pays occidentaux à ces communautés blanches émigrées en Afrique, c'est dans ce souci de ne pas perdre le contrôle de la route du Cap qu'il faut comprendre la politique molle des grandes nations occidentales, pourtant révoltées — en principe — contre la dictature de minorités racistes et non-africaines sur les majorités noires. Tant que Washington, Paris ou Londres n'auront pas l'assurance que les solutions de remplacement en Afrique du Sud, en Rhodésie et en Namibie privilégieront les forces modérées, unissant les bourgeoisies noires aux Blancs, elles ne s'engageront pas fermement dans la lutte contre les régimes racistes, aux côtés des Africains et des pays socialistes. Car le grand méchant loup de l'océan Indien reste, plus que tout autre, l'Union soviétique...

Philippe MARIÉLIE ■

● Prochain article : « La colère des riverains ».



## Espagne :

### La réunification des socialistes

Le parti socialiste de Felipe Gonzalez et celui de Enrique Tierno viennent de fusionner. Dans le second, beaucoup de militants s'avouent déçus.

En Espagne entre le référendum de fin 76 et le printemps 77, en vue des élections législatives, près d'une centaine de partis politiques ont demandé leur légalisation, tant était grande pour les Espagnols la soif de parler, d'entrer dans la vie publique et politique. Les Espagnols interrogés alors disaient avoir recensé de 350 à 400 sigles d'organisations à vocation politique.

Les élections venues la vox populi fit le tri et, à l'atomisation constatée au printemps succédèrent le déclin automnal pour certains ; pour d'autres la disparition hivernale. Chacun avait compté ses forces et... celles des voisins !

En faisant abstraction des groupes d'extrême gauche et des regroupements nationaux, la gauche « traditionnelle » comptait, entre le P.C.E. (Parti communiste d'Espagne) et le P.S.O.E. (Parti socialiste ouvrier espagnol). (La F.P.S. ayant été absorbée par le P.S.O.E. avant les élections), le P.S.P. (Parti socialiste

Mme Curiel



populaire), né sous le franquisme, animé par des universitaires, des étudiants, des professionnels et quelques travailleurs, parti de réflexion mettant en avant le concept d'autogestion.

Dès les élections passées les 5 % de suffrages recueillis par le P.S.P. pèsent peu face aux espoirs nourris par un certain nombre de cadres dirigeants de la formation de Tierno Galvan.

Aussi quelques-uns d'entre eux se tournent-ils vers le P.S.O.E. Les raisons politiques avancées : « Il faut être efficace, réunifier tous les socialistes ; on ne peut plus se contenter de tenir le seul langage utopique ; il faut participer à la création de la démocratie aujourd'hui, à l'avènement du socialisme demain. Nous avons les cadres, le P.S.O.E. a les militants... »

Tous ces arguments ne sont pas certes également convaincants. Quoi qu'il en soit les longues négociations ou transactions entre le P.S.O.E. et le P.S.P. ont été habilement menées. Pour plusieurs raisons. Pour le P.S.P. il fallait aller vite. Dans l'hypothèse d'un vote par l'actuelle assemblée de la constitution, l'Espagne connaîtra très rapidement de nouvelles élections législatives.

Par ailleurs pour l'exécutif du P.S.P., qui possède tous les pouvoirs de décision entre deux congrès du parti, il fallait proposer cette fusion et déclarer le 4<sup>e</sup> congrès « Congrès de dissolution » afin d'éviter tout débat à la base et le risque de proposition de changement de statuts de l'organisation qui aurait pu permettre aux militants de contrôler les décisions de l'appareil.

Avant avril 1977 le P.S.O.E. existait. Ce qui n'avait pas empêché quelques milliers de militants d'adhérer, très souvent autour du thème autogestion-

naire, au Parti socialiste populaire. Et 5 % des électeurs d'envoyer des représentants P.S.P. aux Cortès.

Cette soudaine décision d'unité socialiste des appareils n'a pas été suivie par la totalité des militants. Un peu plus de la moitié seulement semblent avoir adhéré à la perspective de fusion. Les autres ?

Certains, qui militent depuis de nombreuses années au sein des Commissions ouvrières, n'ont pas cru qu'il leur serait possible, en tant que militants du P.S.O.E., de s'investir dans une centrale autre que l'U.G.T. Aussi certains sont-ils allés, individuellement ou par petits groupes, au P.C.E.

D'autres 1 000, 1 500 de ci, de là, d'Andalousie, d'Euskadie, d'Aragon, ont déclaré ne pas vouloir aller au P.S.O.E. dès le mois de mars et le congrès de Torremolinos ne les a pas fait changer d'avis.

D'autres enfin, déçus, meurtris rentrent chez eux avec la désagréable impression d'avoir été quelque peu trompés.

Parmi les clauses de l'accord cadre signé entre les deux partis il est précisé que « le nom de P.S.P. ne pourra être utilisé durant les deux années à venir ».

Simple clause de style ? Rien n'est moins sûr. La disparition du P.S.P. satisfait visiblement ceux qui, dans le P.S.O.E. souhaitent ne voir, à « leur gauche » aucune autre formation que le P.C. L'accord signé à Madrid entre Felipe Gonzalez et Enrique Tierno évite, à terme, que ne soit utilisé le label P.S.P.

A bien des égards, le processus de fusion que vient de connaître l'Espagne n'est pas sans rappeler une certaine O.P.A. rocardienne lors des « Assises du socialisme » de 1974.

Fernanda MORENO ■

## L'assassinat d'Henri Curiel...

J'ai connu Henri Curiel à la fin des années 50. Je collaborais alors à la rédaction du journal clandestin *Vérité anticolonialiste*, organe d'un mouvement de solidarité avec la lutte du F.L.N. pour la libération du peuple algérien.

Il y avait autour de lui, déjà, toute une légende. J'avais entendu parler de lui par notre ami commun Roger Vailland. Ce fils de banquier, fondateur du Parti communiste égyptien, proscrit, rejeté à la fois par le communisme officiel malgré ses protestations de fidélité et par les Etats bourgeois, faisait rêver.

Les contacts que j'eus avec lui et qui rappelaient les rendez-vous de la Résistance, m'ont laissé le souvenir d'un homme à la fois discret et ardent, plein d'une imagination qu'il disciplinait en se donnant à des tâches précises. Il semblait fait pour vivre dans ce climat.

Je ne l'ai plus rencontré qu'une fois, quelques années après la fin de la guerre d'Algérie. Il me parla de la lutte d'un autre peuple d'Afrique qu'il fallait absolument soutenir. Il était déjà tout entier à cette nouvelle cause.

Internationaliste passionné et d'un total désintéressement, Curiel était tout le contraire d'un agent de quelque service que ce soit. Faire de ce marxiste convaincu un protecteur du terrorisme est tout aussi aberrant.

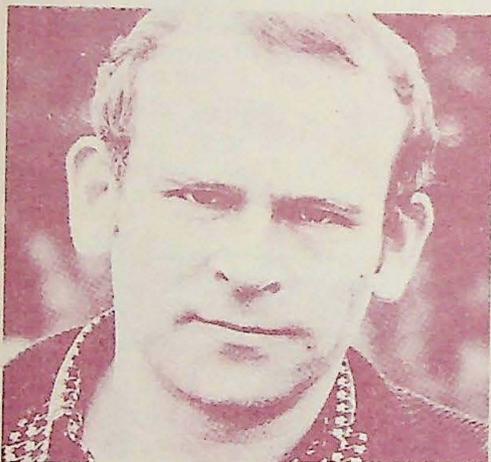
Mais on voit bien, pour peu qu'on ait connu Henri Curiel, comment on a pu exploiter sa légende pour faire du sensationnel et monter l'ignoble campagne qui a finalement conduit à son assassinat.

Victor LEDUC ■

## Günter Wallraff: Un petit reporter contre Axel Springer

La *Bild Zeitung*: 4 millions et demi de lecteurs, fleuron de l'empire de presse de Springer. Un journaliste, aux méthodes très spéciales, y a travaillé incognito pendant quatre mois. Pour observer, puis décrire et dénoncer comment, en R.F.A., on fabrique l'information.

Ce diable d'homme — Günter Wallraff — n'en est pas à sa première expérience... Le 25 avril dernier, à Paris, il s'est entretenu avec "Tribune Socialiste".



Günter Wallraff

T.S. : *La Bild-Zeitung, le plus fort tirage des quotidiens d'Europe occidentale avec 4,5 millions d'exemplaires, clef de voûte de l'empire de presse d'Axel Cäsar Springer, est lue par 25 % des lecteurs de journaux d'Allemagne de l'Ouest. Comment Springer est-il arrivé à ce résultat ?*

Günter WALLRAFF : Il faut partir de la situation de la R.F.A. au lendemain de la guerre, époque à laquelle la presse était contrôlée par les alliés. Springer a été le premier à obtenir une licence pour faire paraître un journal et a pu commencer, dès 1952, à se tailler un marché. Ainsi il s'est assuré un monopole, même sur le plan de la distribution.

Il a très bien défini lui-même l'orientation qu'il voulait donner à son journal : « Lorsque j'ai créé la *Bild-Zeitung*, j'ai pensé que le lecteur allemand refusait avant tout une chose, à savoir réfléchir. » Dans la situation politique d'alors, « réfléchir » était synonyme de surmonter le passé, de ne pas oublier les victimes et de nommer les coupables. Une sorte de nouvelle suffisance, d'oubli national a

été entretenue par le journal jusqu'à la fin des années cinquante : « Nous sommes de nouveau quelqu'un. Et vous, qui êtes-vous ? »

Springer est étroitement lié à Strauss, leader de la C.S.U., l'Union Chrétienne Sociale. J'ai retrouvé des documents qui prouvent qu'à cette époque Springer rencontrait presque toutes les semaines Strauss et Adenauer dans un lieu secret pour négocier les campagnes du journal. Springer dit d'ailleurs que « *Bild* » est son « chien de garde ». Le seul réalisme de cette définition suffit à intimider, mais lorsqu'il juge le moment venu, il lui retire la muselière pour qu'il mette en pièces des tendances démocratiques, ou des ennemis. C'est pour cette raison que presque aucun politicien ne peut se permettre d'attaquer ce journal, ou de plaider pour une législation qui permettrait de contrôler la formation des monopoles de presse.

### Pour être élu en quinze minutes

Le journal est le porte-parole exclusif des intentions politiques de son éditeur. Il ne contient jamais d'opinions contradictoires. Dans tout autre journal, le plus réactionnaire soit-il, il existe au moins un courrier des lecteurs où l'on peut lire des opinions contraires à celles de la rédaction, même si ce n'est qu'une façade ; dans « *Bild* », cela n'existe pas. L'orientation politique est suggérée habilement pour que le lecteur qui parcourt le journal — et le journal est fait pour être lu en quinze minutes — n'ait pas le moyen de s'y soustraire. Les prises de position politiques sont littéralement prises en sandwich dans un mélange pâteux de sexe et le larmoiements qui mettent en action des pulsions inconscientes. Lorsque le journal rapporte des agressions sexuelles, par exemple, les faits sont toujours vus à travers les yeux d'un sadique sur le thème : « *Bild* y était. » De

toute façon, on éveille chez le lecteur toute l'agressivité refoulée qui sommeille en lui. En même temps, la description du crime est parsemée de brefs commentaires où le rétablissement de la peine de mort n'est pas directement réclamé, mais où des minorités dans la société sont présentées en boucs émissaires de telle sorte que le soi-disant « bon sens populaire » réagisse par l'exigence de la peine de mort.

Ce n'est pas un hasard si une société se prétendant démocratique comme la nôtre est retournée, à l'occasion du débat sur le terrorisme, à l'état de société barbare régie par le principe de la vengeance, et si 72 % de la population réclame le rétablissement de la peine de mort. On peut affirmer que la « *Bild-Zeitung* » a largement participé à ce retour en arrière, renforçant par là même l'antithèse de cette société de vengeance qu'est le terrorisme.

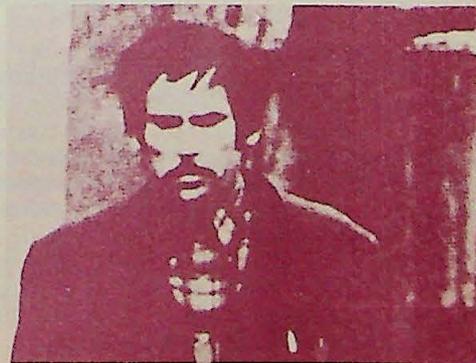
À la « *Bild-Zeitung* » il n'y a pas de censure parce qu'il n'y en a plus besoin. Le cadre du journal est étroitement délimité et chacun sait ce qu'on attend de lui. Le portrait invisible de Springer pend au mur de chaque salle de rédaction. La seule chose qui lie les journalistes est une déclaration en quatre points qui exige d'eux qu'ils soient favorables à :

- la réunification de l'Allemagne ;
- l'ordre fondamental libéral démocratique ;
- l'économie libre de marché ;
- l'Etat d'Israël.

C'est bien peu pour définir une éthique du journalisme.

### Ne pas se tromper de destinataire

T.S. : *Après ton séjour à Bild tu t'es lancé dans une campagne contre ce journal. Déjà, en 1967-1968, les étudiants s'étaient mobilisés contre Bild et avaient tenté de perturber sa distribution. C'est d'ailleurs d'un immeuble de Springer qu'ont été tirées les balles qui ont failli coûter la vie à Rudi Dutschke. Plus tard, Heinrich Böll a publié, presque en franc tireur, « L'honneur perdu de Katha-*



Le même homme...

*rina Blum », repris par le film de Schlöndorff qui avait connu un grand succès en R.F.A. As-tu donc voulu reprendre ce qu'on peut presque déjà appeler une tradition ?*

G.W. : Oui, je crois qu'il s'agit d'une reprise de la discussion sur « Bild ». Mais j'ai voulu employer d'autres moyens et le porter à un niveau beaucoup plus concret. Le mouvement étudiant s'était trompé de coche sur un point : il s'était engagé dans un combat intellectuel et théorique et, de ce fait, s'était trompé de destinataire.

Les étudiants se sont certes attaqués à la superstructure, mais ils ont laissé en plan les premiers concernés : les lecteurs de « Bild ». Et les effets actuels de ma campagne ont montré que ce retour aux premiers intéressés était possible. Ainsi les réponses au questionnaire qui était joint à une partie des exemplaires de mon livre (1) ont montré que 19 % de ses lecteurs (350 000 exemplaires ont été vendus) sont des lecteurs réguliers de « Bild ». La moitié d'entre eux ont décidé de ne plus acheter le journal.

L'appel au boycott a été signé, pour l'instant, par 80 000 lecteurs de « Bild » et l'action se poursuit actuellement dans les entreprises par l'intermédiaire des sections syndicales. Des exemplaires spéciaux du livre, vendus au prix coûtant, ont été commandés par l'I.G. Metall (syndicat de la métallurgie) qui les diffuse dans les entreprises. On ne peut pas dire que cette campagne a provoqué un véritable mouvement, mais quelque chose a peut-être commencé à changer. Moi, qui ne suis qu'un franc tireur, je ne contrôle pas ce qui se passe. D'autres prennent en charge la campagne de leur côté ; je suis dépassé par les événements, je ne prétends d'ailleurs pas être une institution.

### Entamer l'autorité de « Bild »

*T.S. : Mais dans la situation actuelle de la R.F.A., où l'encadrement idéologique est très strict, qu'attends-tu d'une telle campagne ? Quel but t'es-tu fixé ?*

G.W. : Je crois qu'on peut arriver à entamer l'autorité du journal. Ainsi, on m'a rapporté ce qui se passe dans les entreprises lorsqu'un travailleur invoque la « Bild-Zeitung » sur le thème : « C'était dans Bild ! » Maintenant, il y a de plus en plus souvent quelqu'un pour rétorquer : « Oui, mais tu sais à présent comment ils fabriquent l'information. » C'est dans ce but que j'ai écrit mon livre, sous forme de textes très brefs et faciles à lire dans le tramway, pendant la pause ou après le travail. Il s'adresse directement aux lecteurs de « Bild », et c'est

sans doute ce qui gêne Springer qui ne s'est pas autant inquiété des thèses de doctorat, qui ont aussi leur utilité mais touchent un tout autre public.

En plus de cet effet sur les lecteurs, il y a eu un effet sur les employés de « Bild ». Ainsi des journalistes de « Bild », certes une petite minorité, se sont associés à la campagne en me faisant parvenir des informations par des voies détournées. Lorsque je suis rentré à « Bild », je parlais du principe que j'allais me retrouver au milieu d'un quarteron d'hommes de la droite la plus dure qui manipulaient l'information en pleine conscience de leurs actes. J'ai pu constater que plus de la moitié des journalistes ne s'identifiaient pas à leur sale métier. Nombreux sont ceux qui voudraient servir une autre conception du journalisme.

Mais le journalisme connaît un taux de chômage analogue à celui des acteurs, ce qui constitue une pression qui conduit à l'autocensure. J'ai aussi rencontré des journalistes de « Bild » qui avaient participé au mouvement étudiant et voulaient « travailler de l'intérieur » en espérant miner l'appareil. Ceux-là ne se rendaient même pas compte que l'appareil de « Bild » les

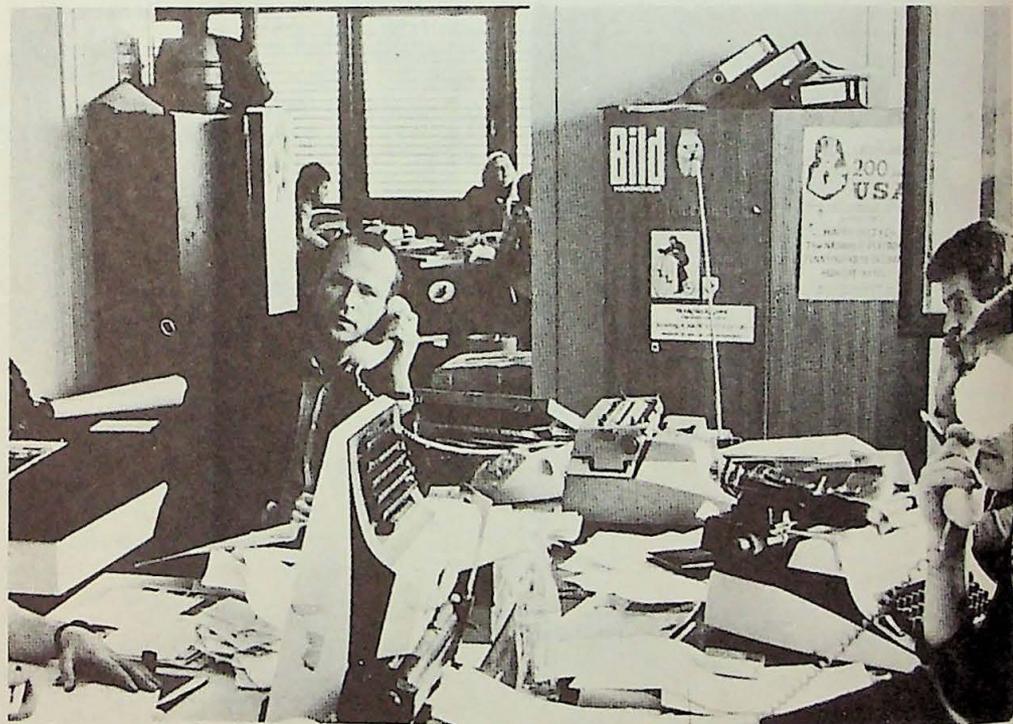
*tionale refusent de s'attaquer à Bild pour préserver leur carrière. Peux-tu espérer un large soutien dans ces conditions ?*

G.W. : Des rédacteurs de journaux syndicaux, des syndicalistes, y compris des membres de directions syndicales, ont pris la chose en main, parfois sous la pression de la base. Ainsi, des journaux syndicaux ont publié des extraits du livre, par exemple.

*T.S. : Et le Parti social-démocrate, le S.P.D. ?*

G.W. : Il n'a pas pris de position officielle. Schmidt a même déclaré qu'il était suicidaire de s'attaquer à « Bild ». Mais des députés, des membres du Comité Directeur ont réclamé que le S.P.D. mène une politique plus offensive à l'égard de Springer, en argumentant qu'on n'obtient pas de faveurs d'un Springer en lui faisant des cadeaux.

Un cercle de députés du S.P.D. m'a demandé de l'informer de ma campagne. Je leur ferai une conférence dans quelques jours à Bonn, en présence de



... mais plusieurs visages

avait eux-mêmes miné, vidé de leur substance depuis longtemps. Cela n'excuse rien, mais c'est un aspect qu'il ne faut pas négliger parce que maintenant ils viennent presque comme à confesse. Ainsi, même ceux dont je parle dans le livre et qui ont fait les pires choses viennent m'expliquer comment ils en sont arrivés là.

### La prudence du S.P.D.

*T.S. : Tu dis toi-même que les politiciens d'envergure na-*

gens comme Hannsen ou Coppik. Mais je ne me fais pas beaucoup d'illusions parce que des dissidents comme eux feront d'eux-mêmes des concessions à la direction, ou bien seront mis en demeure de choisir entre le parti et leurs convictions.

Propos recueillis par  
Pierre MAUDET ■

(1) « De l'art des gros titres », Wallraff, alias Hans Esser, journaliste à Bild. De larges extraits de cet ouvrage viennent de paraître dans « le Journaliste indésirable », Maspero, coll. « Cahiers libres », n° 334.  
Voir article ci-contre.

# les armes de la critique

## Une vie pour deux

● Marie Cardinal, *Une vie pour deux*, Paris, éd. Grasset, 1978, 546 pages, 49 F.

Mariés depuis plus de vingt ans, Simone et Jean-François débarquent un jour de juin dans un petit port proche de Dublin. Leur amour a résisté à vingt années de quotidienneté conjugale. L'Amour? Un sentiment qui a évolué au fil du temps, qui va bien au-delà des trois enfants qu'ils ont élevés. Des liens aussi qui se resserrent à l'occasion d'un long congé qu'ils ont décidé de s'octroyer et de passer en Irlande. Cependant le nouvel et frêle équilibre du couple est mis en cause par l'intrusion d'une tierce personne, ni femme ni homme, simplement l'étrange cadavre d'une noyée que Jean-François découvre sur une plage le jour de leur arrivée.

Le spectre de May Mac Laughlin ne va plus les quitter. Simone commen-

ce à revenir sur son passé, à s'interroger sur elle-même et son couple. Elle retrouve l'idée qu'elle avait de l'amour et de la vie à deux quand elle et Jean-François décidèrent de se marier : à un feu rouge. L'image est plus que symbolique.

Vingt ans plus tôt, elle avait la tête farcie d'idées préconçues. Elle ne connaissait que l'Algérie où elle est née, lui venait du Nord de la France. Elle ne pouvait concevoir le mariage que comme le début d'«une vie pour deux».

L'intrusion de May Mac Laughlin conduit le couple à imaginer le passé de la mort, c'est-à-dire à découvrir le sien propre en y projetant ses angoisses, ses fantasmes. Imaginer le passé d'un cadavre pour retrouver l'équilibre menacé, comprendre à travers la fantaisie de May les raisons de leur «union désaccordée».

Etrange jeu de vérité qui mêle le réel et la fiction, l'amour et la haine, le passé et le présent, *Une vie pour deux*, constitue en quelque sorte le prolongement de l'interrogation criti-

que que Marie Cardinal avait admirablement amorcée avec *Les mots pour le dire*.

Il a fallu plus de vingt ans à Simone pour constater que : «*Je ne connais pas (Jean-François). Je ne sais pas qui il est. Notre histoire est une autre histoire que celle que je contais. [...] Mon histoire est une autre histoire que celle que je racontais. Qu'ai-je vécu depuis toujours?*»

On retrouve dans le roman de Marie Cardinal ces pages fulgurantes qui firent que tant de femmes se retrouvèrent jusqu'à l'identification dans *Les mots pour le dire*.

Une identification que gêne l'auteur (elle en fit l'aveu dans *Autrement dit*) autant qu'elle la séduit. Car Marie Cardinal décrit à la fois son propre cheminement, une manière un peu unique de trouver sa liberté, et celui d'un couple comme il en existe beaucoup, qui s'aiment en croyant ne plus s'aimer. Il y a dans ce livre plus que de la tendresse et de l'amour, la justesse de la beauté des mots que trouve l'auteur pour les dire.

Michel ETIENNE ■

## «Transformer le chasseur en gibier»

● Günter Wallraff, le journaliste indésirable, Paris, éd. Maspéro, coll. «Cahiers libres», 334 pages, 45 F.

«Celui qui se regarde là dans le miroir, ce n'est plus moi. Un visage comme taillé sur mesure pour faire carrière, un de ces visages que j'ai toujours haï chez les jeunes cadres.

Bien peigné, bien broissé, le teint bronzé — œuvre de la lampe à ultra-violet — de ceux qui ont réussi. Une gueule bien polie [...], des torrents de parfum pour homme (Aqua Brava) copieusement déversés sur le costume à 500 marks et sous les aisselles — histoire de ne pas sentir l'odeur des sueurs froides. Voilà le portrait de celui qui aimerait se débarrasser de son personnage avant même d'avoir commencé à jouer le rôle.»

Le rôle? Celui d'un certain Hans Esser, 30 ans, diplômé, de sciences éco et de psycho, ayant débuté dans la publicité et souhaitant faire carrière dans le journalisme... Parfait profil pour rentrer à *Bild Zeitung*, rédaction de Hanovre.

Dans ce rôle, sous ce nouveau masque, en fait, un homme de 36 ans, Günter Wallraff, qui se veut écrivain du monde industriel et ouvrier, en somme un «écrivain public» un peu spécial de notre temps.

Il n'en est pas à sa première expérience, en cette année 1977. Déjà, il s'est fait ouvrier à la chaîne pour apprendre et dire que le travail à la pièce est tout bonnement inhumain. Il est devenu O.S. italien pour démontrer que l'exploitation des travailleurs immigrés n'est pas comparable à celle des ouvriers allemands. Il a joué l'«indic» pour prouver qu'en R.F.A. la police politique s'occupe plus aujourd'hui de la gauche que de la droite. «Attaché du ministère de l'Intérieur», il a mis en évidence la militarisation croissante de la grande industrie sous prétexte d'«autoprotection». Il s'est enchaîné sur une place d'Athènes pour pouvoir crier que l'on torturerait bien en 1975 dans les prisons grecques. Il va jusqu'à se faire passer pour responsable d'extrême droite et trafiquant d'armes : il provoque ainsi l'échec d'un putsch au Portugal, préparé par le général Spínola...

La méthode d'investigation et de diffusion est, pour l'essentiel, toujours la même. Dans un premier temps, Wallraff se familiarise avec son sujet, se documente — et prépare son personnage, son entrée en scène : déguisements, maquillages, faux papiers, faux passé... Il faut mentir, il faut tricher pour mettre à nu les mécanismes de l'exploitation des hommes, le

pourquoi et le comment de l'oppression. Il faut pénétrer par surprise dans le monstre froid pour lui ronger le foie...

Une fois dans la place, il s'agit de se conformer aux règles en vigueur. D'une part, pour éprouver réellement, dans sa chair, dans ses nerfs, la situation choisie. D'autre part, pour favoriser l'afflux des informations. Enfin, pour témoigner en connaissance de cause, quand l'heure est venue.

Il s'agit alors de parler pour ceux qui se taisent ou n'ont pas les moyens de s'exprimer. De décrire, de raconter avec précision et simplicité, par des articles dans la presse, par des films ou des livres.

A partir de ce moment, les choses se précipitent : la publication des faits mis en ordre provoquent mille réactions. Menaces, procès, campagnes de dénigrement, condamnations, décisions de censure — à quoi répondent mouvements de soutien, confirmations et compléments des témoignages, prises de parole des victimes, amorces de luttes...

Enfin, dans un dernier moment, l'auteur remanie son texte ou son film initial. Certes, en en supprimant les passages interdits par les tribunaux mais en l'enrichissant des nouveaux éléments parvenus de tous bords à partir des réactions provoquées dans le public. Et puis, c'est le silence, le rideau tombe... Günter Wallraff disparaît, pour renaître quelques temps plus tard sous d'autres traits, dans d'autres lieux...

Comparaissant en justice pour «usurpation de fonction», il se défend en ces termes : «J'ai voulu me faire complice pour pouvoir jeter un regard au-delà du mur de camouflage, de démentis et de mensonges. La méthode que j'ai choisie n'était que peu illégale par rapport aux subterfuges et aux manœuvres illégales que j'ai ainsi dévoilées.»

Waltraff affirme : «Une imagination sans bornes est indispensable à la recherche de la vérité, à son écriture et à sa large diffusion : décrire, prendre conscience, dénoncer, transformer...».

Il aime se référer à Berthold Brecht pour qui le crime a un nom, une adresse, une apparence : «Pour transformer le chasseur en gibier, il faut être inventif.»

Paru récemment chez Maspéro, *Le journaliste indésirable* est un recueil de quelques reportages publiés en 1966 et 1967 par Günter Wallraff en République fédérale allemande. Ce livre a un double mérite : c'est d'abord une leçon magistrale de contre-journalisme militant ; c'est ensuite une description concrète, à partir d'affûts divers, du capitalisme quotidien dans une société de libéralisme avancé.

René LANARCHE ■



## Puntila pile et face

"Un bon maître, on en aura un dès que chacun sera le sien"  
C'est sur cette phrase aux accents d'Internationale que s'achève  
"Maître Puntila et son valet Matti" de Bertolt Brecht. La leçon  
pourrait sembler simpliste ; en fait, la pièce\* est plus trouble  
qu'on ne pense.

### Maître Puntila et son valet Matti

Bertolt Brecht au théâtre de l'Est Parisien et au théâtre national de Strasbourg.

On connaît la fable : le riche Puntila change de comportement selon qu'il est ou non sous l'emprise de la boisson. A jeun, il domine, exploite et promet sa fille Eva à un attaché d'ambassade ; ivre, il la marie à son chauffeur Matti et s'apitoie sur le sort de ses employés, dénonçant de lui-même les iniquités liées à une société dominée par le Capital. Cela avec verve et ironie, ce qui peut faire tomber la pièce dans le registre purement burlesque.

C'est cette ligne-là que Guy Rétoré a décidé de suivre. Sur un vaste plateau, décoré à la façon des pistes de cirque, de girandoles électriques, deux mondes s'affrontent : d'un côté la grisaille paysanne, de l'autre, l'opulence possédante. Au milieu, Eva, qui relie les deux univers et dont Stéphanie Loïk fait une sorte de mécanique mal réglée.

L'importance accordée à ce rôle d'un comique achevé risque d'autant plus de faire basculer l'ensemble vers la farce qu'il est doublé du jeu très stylisé de

Fédor Atkine (l'attaché), qui ridiculise son personnage avec plaisir. Même Henri Virlojeux (Puntila) n'arrive pas à rendre la densité de la pièce car, s'il est à l'aise dans les scènes d'ivresse, il manque de fermeté dans ses moments de sobriété. La face noire de Puntila repose tout entière entre les mains de Jacques Weber (Matti). Saisissant, cynique, il ne se laisse pas bercer par le rêve d'un domaine où le maître règnerait en despote éclairé. C'est la forte présence de cet acteur qui, sans réellement rendre compte des rapports ambigus vécus entre Puntila et Matti, réussit à redonner à la pièce de Brecht son souffle et sa profondeur. Mais Rétoré a préféré à cette analyse la recherche d'une unité de rire.

Plus question de *Commedia dell'arte* à Grenoble (Strasbourg à partir du 13 mai) : la mise en scène glacée de Georges Lavaudant plonge l'univers brechtien dans un climat d'indescriptible angoisse. Un plateau nu, une route grise sous une pluie diluvienne, quelques lampions de fête achevée, une énorme et noire Stubbaker plus belle encore qu'une Rolls, et voilà le domaine du propriétaire Puntila transformé en

cimetière de luxe. De la comédie, on passe au drame. Une autre pièce nous est donnée à voir, soudain curieusement intériorisée.

Matti (Gilles Arbona), sec, tranchant — voire inquiétant — sanglé dans un uniforme noir très Georges Bataille, traverse son histoire sans porter le masque conventionnel de la victime. Souvent arrogant, il provoque les excès de son maître et cherche volontiers à le faire chavirer. Agressif, on sent qu'il pourrait devenir un Puntila si l'Histoire le lui permettait. Leur affrontement, mêlé de séduction et de répulsion, fait glisser le duel Matti-Puntila du face à face vers le corps à corps. L'ambiguïté domine alors, qui recouvre toute la pièce : Puntila paraissait chargé de valeurs négatives ; il devient en fait aussi manipulé que ses propres esclaves. Il n'est plus le salaud que la boisson transforme, mais un pauvre bougre prisonnier d'un rôle social déterminé. Il doit jouer le maître comme l'acteur doit jouer son personnage.

Dès lors, l'acte d'accusation change de ton : c'est toute la société génératrice des Puntila qu'il faut mettre à bas, et non plus seulement son représentant, triste pion interchangeable et, qui plus est, mortel. Ainsi transformé, désespérément enclavé dans ses contradictions, Puntila prend un degré supplémentaire d'humanité et de sensibilité. L'intelligence aiguë de Lavaudant permet, de ce fait, à l'œuvre de Brecht de se dégager miraculeusement d'une impasse manichéenne où, la plupart du temps, les metteurs en scène entendaient la confiner.

Gabriel Monnet, admirable, porte toute la pièce sur ses épaules. Tour à tour odieux et généreux ; tortionnaire et torturé, il fait de Puntila une espèce de clochard riche qui titube et tâtonne et dont on ne connaîtra jamais vraiment le réel visage. Il s'enfoncera dans son quotidien sans imagination cependant que Matti, fatigué et indifférent, échappera à son emprise en s'évadant loin vers les coulisses dont, un par un, les rideaux se déchirent, laissant tout d'un coup le valet seul face aux sinistres lumières des H.L.M. de Grenoble (cela est-il possible à Strasbourg ?).

Cet ultime tableau, d'une bouleversante beauté, fait basculer l'univers théâtral dans la réalité : Puntila existe encore ; Matti n'est pas loin : le monde n'a pas changé.

Loin d'être écrasée sous ce traitement iconoclaste, la pièce en ressort brillante, comme neuve. Georges Lavaudant confirme son immense talent. Ce serait aujourd'hui une grave erreur que de parler du théâtre sans parler de lui.

**Dominique NORES et  
Fabian GASTELLIER ■**

Simultanément et jusqu'au 31 mai, Guy Rétoré au Théâtre de l'Est Parisien et le Grenoblois Georges Lavaudant au Théâtre de Strasbourg éclairent de lumières différentes cette œuvre à la fois drôle et dramatique.

## LA PARANO DES GÉNÉRAUX

TF1 et Ant. 2, le dimanche 7 avril au soir, offraient un festival de brutes galonnées. Un portrait hollywoodien du général Patton, le mégalomane vainqueur des nazis durant la dernière guerre. (« Patton », de Schaffner, en cinémascope, bien sûr). Et un portrait documentaire du général Pinochet, paranoïaque pourfendeur de la défunte démocratie chilienne.

Derrière l'horrible psychose de Patton, bien sûr, on nous demandait de voir l'intime tendresse d'un homme immensément seul. Mais il fallait de l'exercice : l'homme, à en croire la reconstitution, injurait tout le jour ses adversaires (« Ce pédé sublime de Rommel... ») et frappait ses troupes, tandis qu'il émaillait ses « briefings » de références ampoulées à une histoire antique mal digérée. Il était à Carthage, il était à Austerlitz, il sera à Messine et à Bastogne. Il voulait aller jusqu'à Berlin, très vite. Et si on ne l'avait pas retenu — et vidé — il aurait volé jusqu'à Moscou, pour rosser « ces enfants de salaud », tant que le fer était chaud et les troupes américaines yankees sur la ligne de tir.

Donc un fou spectaculaire, un déliant garant, une bête de guerre à faire frémir les « anti », à faire exulter les « pro ». Il s'explique : la guerre, ce n'est pas fait pour les enfants de chœur. On connaît la rengaine. Il s'enivre : « Comparée à la guerre, aucune autre forme d'entreprise humaine n'a de sens. » Hollywood et TF1, en donnant le grand écran à ce fasciste total, ont rendu un sacré service à l'idéologie bravache, revancharde, raciste, interventionniste, impérialiste et tout le toutim, qui ne dort que d'un œil dans de larges secteurs du complexe militaro-industriel américain. Et qui a quelques émules ailleurs.

### Pinochet sur la banquise

Derrière la tranquille décontraction du dictateur Pinochet, il convenait de s'imaginer, bien sûr, la paranoïa du dictateur de fer (« Monsieur le Prési-

dent », dernier volet de l'enquête produite par l'I.N.A.). On avait peine parfois à se figurer que cet Augusto-là, qu'on suivait dans sa tournée des popotes dans l'Antarctique, et qu'on écoutait tranquillement dans son appartement, était bien l'homme de la « solution finale » du problème socialiste chilien. Celui qui avait donné carte blanche à la Dina — la police politique — et couvre encore aujourd'hui, cinq ans plus tard, tant de tortures, tant de disparitions, tant d'interdits qu'il s'efforce aujourd'hui de masquer derrière de magnanimes amnisties.

Curieux, il épie les banquises à la jumelle, englouti dans son blouson en duvet. Son majordome, militaire bien sûr, ne trouve rien à révéler de spécial sur les petits à côtés de la vie de son maître : « **Oui, rien à signaler.** » Dans ces bases scientifico-militaires que le Chili entretient — comme une quinzaine d'autres Etats — sur l'Antarctique, tout le monde entonne l'hymne chilien, Pinochet en tête. Le texte est renversant : « **Chili, ton ciel azuré, tes champs aux fleurs brodées... Doux Chili, refuge contre l'oppression** » (répété quatre fois).

Ne serait l'affirmation de Son Excellence Mme Lucie, pour qui Augusto serait parfois, tout de même, « **un peu autoritaire** », on se croirait ailleurs. Si du moins les témoignages d'épouses ou de mères de militants disparus n'étaient venus ponctuer toute cette série de documents, racontant leur calvaire : son fils, par exemple, a été arrêté brusquement en 1976. Il était juste sympathisant pour les idées de gauche. Pas militant, encore moins responsable, sa mère peut en jurer. Pourtant, il n'a jamais été possible de le voir ensuite, ni de savoir où il était, ou ce qui lui était arrivé : des centaines de visites et démarchés auprès des responsables ; toute une enquête parallèle ; des promesses même du dictateur, comme quoi on allait faire le nécessaire. Simple, un jour, on attire l'attention de la famille sur un journal brésilien (ils découvriront ensuite qu'il s'agit d'un exemplaire unique, fabriqué pour l'occasion) mentionnant le nom du disparu comme ayant fait partie d'un groupe de 119 Chiliens, qui seraient morts... au cours d'affrontements entre eux, dans le style « **règlements de compte à la palestinienne** ».

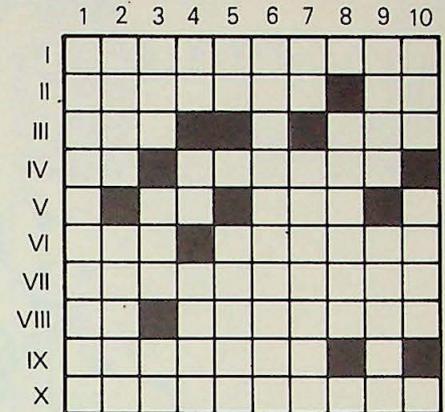
### Le mai des autres

A part ça, je suis malade de ne pas avoir vu les trois premiers épisodes du « Zola » de Stellio Lorenzi, qui semblent avoir impressionné à peu près tout le monde, comme cela avait été le cas voici deux mois avec le « 1788 » de Maurice Faillevic. Ils font décidément de la grande télévision, ces réalisateurs de « gôche » (communistes pour être plus précis). Une rediffusion s'impose, et vite !

Philippe MARIELIE ■

## MTS Mots Croisés

### Problème n° 60



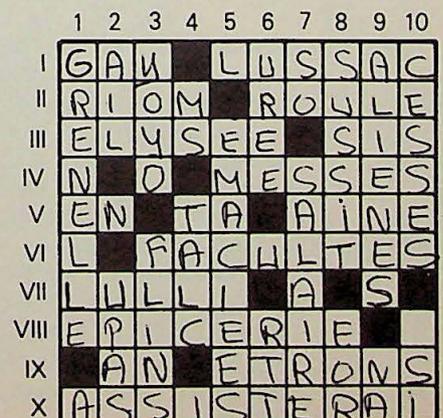
#### Horizontalement

I. Un chef qui n'est plus tout jeune. - II. Où les morts donnent de la voix. Préposition. - III. Sigle. Poreux dans un sens, ne doit pas l'être dans l'autre. - IV. Des points. A mis le temps. - V. Serait maintenant submergée par le mazout. Renaît à moitié. - VI. Maintenant vieux. N'en déplaise aux écologistes, les rouges sont mieux que les verts. - VII. De l'eau pour saint Louis. - VIII. Dans l'œil. Va se faire boire chez les Grecs. - IX. Vieille pièce. - X. De quoi s'en faire des montages !

#### Verticalement

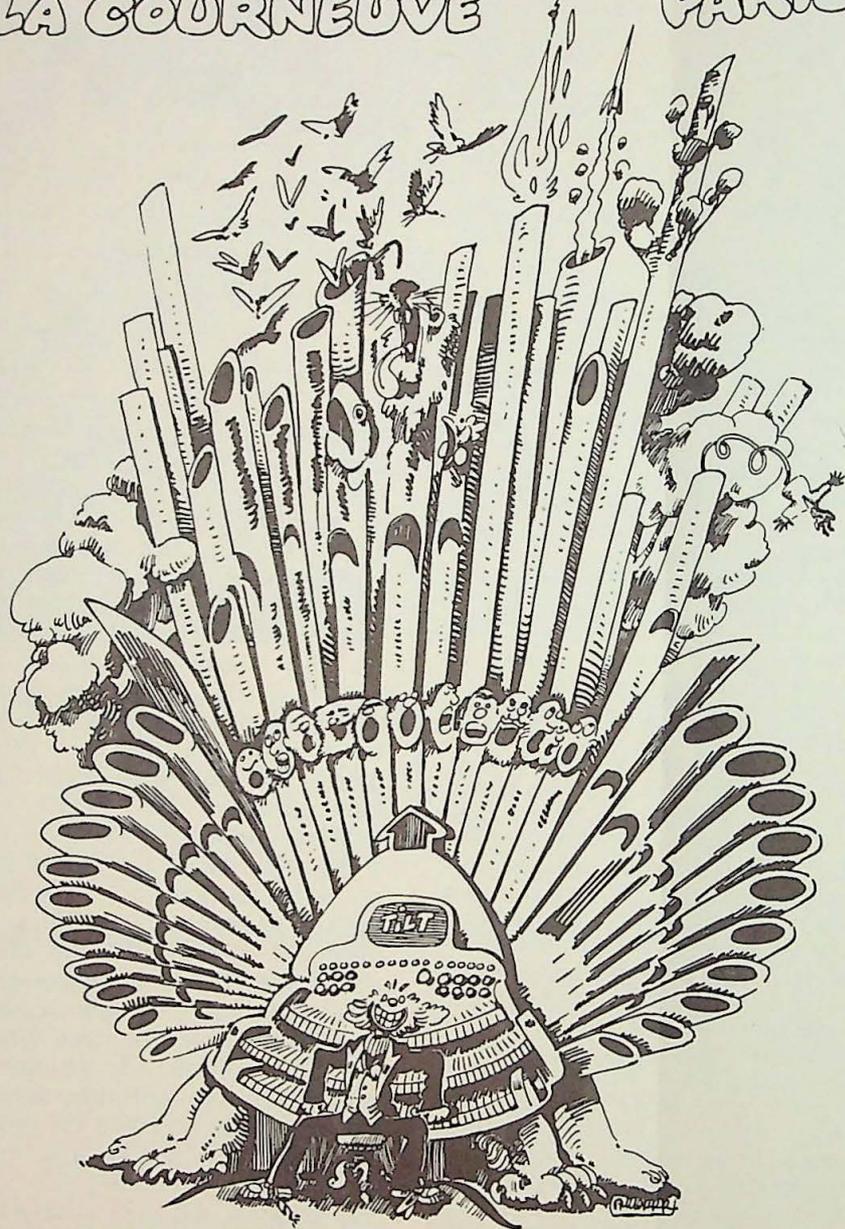
1. Pas besoin de figoler. - 2. Il faut se méfier de ses tours. Il vaut mieux être le dernier. - 3. Où les patrons prennent pied (sigle). Ce que Bégin attend de Carter. Désigne des associés (abrév.). - 4. Cardinaux. Vous écrivez dessus. P'tit chez Bigeard, ça l'a tout retourné. - 5. Un morceau de roi ! En laisse certains sur les genoux. - 6. Ne boit pas du petit lait. - 7. En panne. Travaille à la mine. - 8. Un boy-scout raciste ! - 9. L'Europe du capital. Lit les lettres. - 10. Des ondes de plus en plus piratées (sigle). Fut mineure à l'Ouest.

#### Solution du n° 59



# FÊTE DU PSU

10 ET 11 JUIN  
LA COURNEUVE PARIS



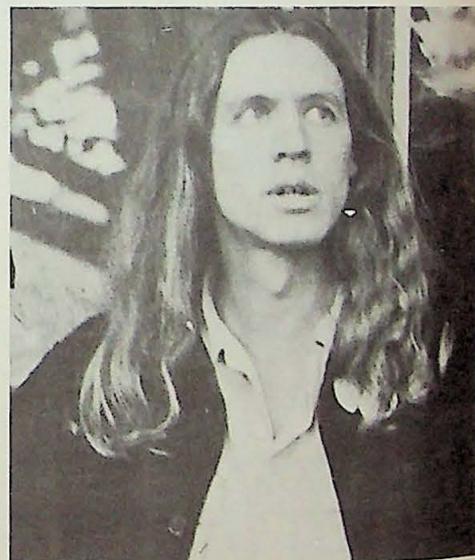
## RENE WERNEER : L'HABIT DE PLUMES

René Werneer : violon du diable, diable d'homme... Un de ces violons, un de ces diables énigmatiques comme on en découvre dans les coins et les recoins des grands tableaux flamands.

C'est ce violon qu'on entendait parmi les cuivres, les ruissellements de harpe, les éclats de bombarde, les délires électriques du groupe d'Alan Stivell. Puis chez Malicorne et le groupe Ys. Planxty, en Irlande, sollicite son concours.

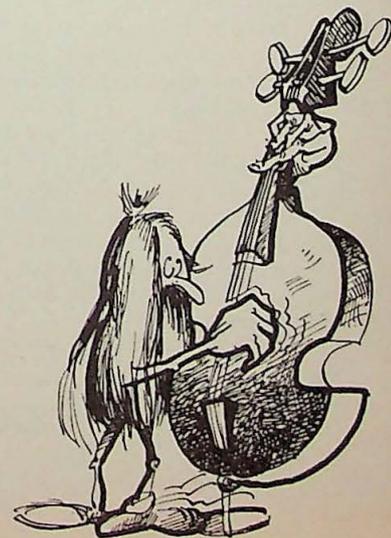
Le chemin de Werneer est déjà long, riche, bien peuplé, mais il n'est pas fini. Sa question essentielle — sa quête — : comment jouer de la musique traditionnelle aujourd'hui, dans les années 70 ? Sa réponse, il la cherche en retrouvant, en travaillant une musique qui correspond à ses racines et au mode de vie qu'il a choisi. Né en Flandres françaises, il vit depuis plusieurs années dans un hameau du Haut-Quercy.

René Werneer n'est pas étranger à l'engouement que connaît de nos jours le violon, après le temps de la guitare. Il ne veut pas pourtant se laisser enfermer dans cette image de spécialiste du folk-rock. Son dernier album, « L'habit de plumes », associe les rythmes et les tonalités de la musique traditionnelle française à ceux des courants les plus actuels de la pop. « L'habit de plumes », c'est aussi le nom du groupe qu'il a constitué en janvier 1978.



## AU PROGRAMME

AGIT - ANACHRONIC JAZZ BAND - Mama BEA - Guy BEDOS - Michèle BERNARD - Alain BERT - Jacques BERTIN - CASTELHEMIS - CHOBO - DJURDJURA - Théâtre EMPORTE - ETRON FOU - FONT et VAL - Les GRANDS BALLETS D'AFRIQUE NOIRE - Michel HINDENOCH - François JEANNEAU - KARAXU - Bill KEITH - France LEA - Théâtre du LEVANT - Cie Bernard LUBAT - Jean-Yves LULEY - Chris Mc GREGOR - MAHJUN - MALICORNE - Les MARINGOUINS - Roger MASON et les TOURISTES - Ada et Oscar MATUS - Alain MEILLAND et Popaul CASTANIER - Higinio MENA - NARADA - Claude NOUGARO - Groupe Hector PAVEZ - Michel RIPOCHE - Le PUIITS AUX IMAGES - RITACALFOUL - SENTHACLOS - SHULAMITH - Jean SOMMER - STRYCHNINE - Henri TEXIER - TIEMPO ARGENTINO - Marcos VELASQUEZ - René WERNEER - Daniel VIGLIETTI - Franck WRIGHT et le trio ARVANITAS - Théâtre YES TENEMOS BANANAS - Philippe CHAINIER - Guery BURTIN - Martine DRANGY - TOCABIOL - THEOPHILE - Pierre DIEGHI.





### MAMA BEA TEKIELSKI : LE CŒUR AU VENTRE

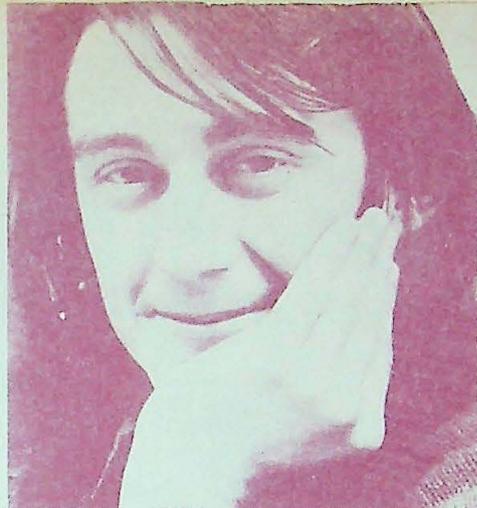
Une petite rousse, un peu polonaise, un peu italienne, très méridionale, qui vit à Avignon. Elle s'appelle Beatrice Tekielski ; on a pris l'habitude de l'appeler « Mama » Bea.

Son chant, c'est un cri venu de loin, de la brousse du cœur et du ventre ; de là très exactement où les femmes deviennent mères. Un chant comme pour aider l'enfant qui va naître et qu'il est impossible pour les hommes d'imiter : « Je crois, dit-elle, que ça tient du sexe. Les femmes, Ribeiro, Magny, elles chantent avec leur ventre. Moi aussi, je sens que je chante avec mon ventre. »

Elle continue : « J'écris vite et je ne jette rien. Je ne rature jamais, je ne corrige pas. Mais quand j'écris, c'est après avoir longtemps porté en moi ce que j'ai envie de dire. A ce moment-là, ça vient tout seul. »

La voix inclassable de Bea « la folle » lui permet de participer aux rencontres ou festivals les plus divers : chanson, folk, rock. C'est elle qui à chaque fois s'offre un public différent.

Elle s'appuie sur des rythmes d'acier, des chœurs de guitare ébouriffants, des effets bizarres, des échos manipulés par Yan More, son homme. A tous les deux, ils ont produit leur premier album : « Faudrait rallumer les lumières dans ce foutu compartiment... »



### ALAIN MEILLAND : LES PLANCHES QUI BRULENT

Puissance et nuances, tendresse et sarcasme, aisance et maîtrise des planches : Alain Meilland, comédien, chanteur, auteur-compositeur-interprète... N'en jetez plus !

Après une collaboration au Théâtre Populaire de Lorraine, il connaît sa principale expérience en entrant, en 1971, à la Maison de la Culture de Bourges, où il travaille en tant que comédien et animateur chanson-poésie. Le « Printemps de Bourges », mis sur pied en avril 1977, c'est lui. « Blues jeans Society », au Théâtre de 10 heures à Paris, c'est lui aussi, avec Pat Font.

De temps en temps, Alain Meilland prend des chemins de traverse pour chanter Léo Ferré, Boris Vian, Aragon, Rimbaud, Baudelaire, Caussimon — ou encore ses amis occitans et ses propres paroles et musiques.

Dans son premier disque, accompagné par Popol Castanier, l'ancien pianiste de Ferré, il chante des textes « détersifs à decaper les mythes », de Maurice Frot. Et puis pendant trois mois, à la fin de l'an passé, il est parti en tournée avec son ami Lény Escudero.

### ANACHRONIC JAZZ BAND : FAIRE DU NEUF AVEC DU VIEUX

Fallait y penser : retourner la mode rétro comme une vieille chaussette ! C'est là l'idée de départ d'un orchestre traditionnel pas banal : l'Anachronic Jazz Band.

Traditionnel, parce que les huit bougres du groupe font revivre le jazz des années 20-30 à partir d'arrangements et d'instruments caractéristiques, comme le banjo ou le tuba. Pas banal, parce qu'ils interprètent des thèmes de style bop ou hot.

Ils ont enregistré un disque déjà fameux, basé sur la formule : un petit bijou d'esprit, d'humour, d'invention et de maîtrise technique. La plupart des musiciens de l'Anachronic Jazz Band jouent de plusieurs instruments, ce qui n'engendre pas la monotonie. Sur scène ou dans la rue, on passe du quartet avec soliste à la petite formation New Orleans, jusqu'au mini grand orchestre style Ellington. La prestation agrémentée de quelques vocaux bilingues (anglais-français) pas tristes du tout.

L'Anachronic aggrave aujourd'hui son cas : il élargit son répertoire et propose ses propres compositions. Comme dit un critique anglo-saxon à qui on ne la fait pas : « Their music is fun and the standard of musicianship extremely high. » Pas moins !

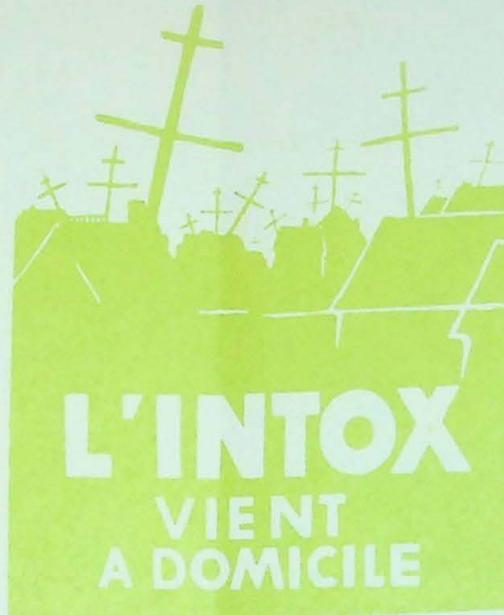


**POUR LA LUTTE  
DE TOUS LES  
TRAVAILLEURS**



**LES METALLOS  
TIENDRONT**

Les métallos : difficile de les faire plier.

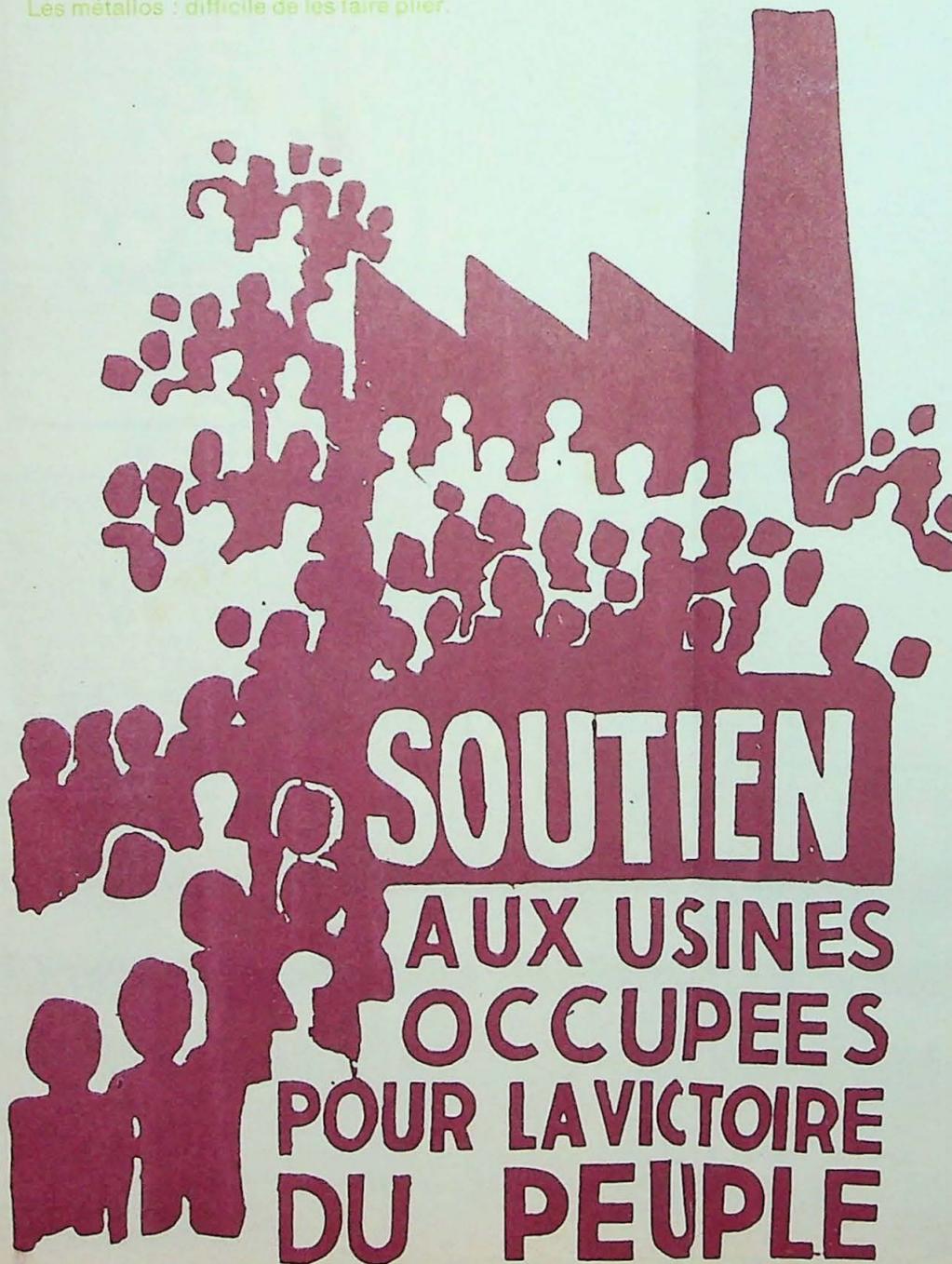


**L'INTOX  
VIENT  
A DOMICILE**

**Images  
de  
mai  
1968**



**PENSE PAS  
ROULE**



**SOUTIEN  
AUX USINES  
OCCUPEES  
POUR LA VICTOIRE  
DU PEUPLE**



*plus d'école  
prison*